

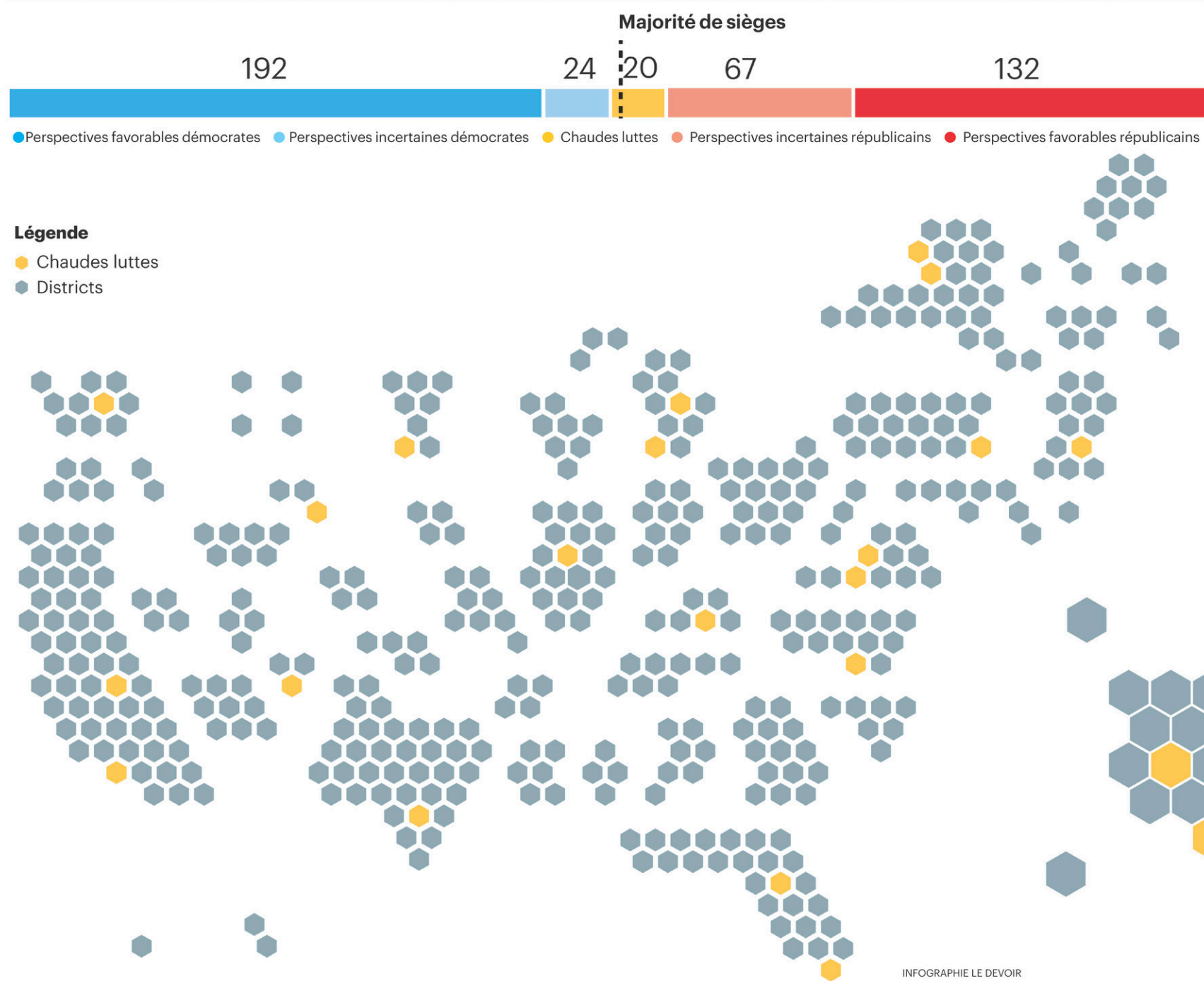
PERSPECTIVES



QUÉBEC
La CAQ confrontée
au choc de la réalité
B 4

POLITIQUE
Les yeux doux:
la chronique de Michel
David | B 5

MONDE
La Nouvelle-Calédonie
se prononce sur son
indépendance | B 6



Chambre des représentants

Les yeux des observateurs seront surtout tournés mardi vers les 435 sièges en jeu à la Chambre des représentants. Les chances sont bonnes (près de 85 % selon le site-référence FiveThirtyEight) que les démocrates reprennent le contrôle de la Chambre — ils doivent renverser 23 républicains pour cela. À l'heure actuelle, les projections indiquent que 209 sièges seraient pratiquement acquis aux démocrates, contre 183 aux républicains. Dans 23 autres districts, les pronostics sont plus hésitants, mais ils pointent néanmoins vers 7 victoires démocrates et 16 républicaines. Ce qui laisse donc une vingtaine de districts où personne ne se risque à prédire qui l'emportera [ce sont les points jaunes sur la carte]. Un mouchoir de poche y sépare les aspirants. La Californie, la Floride, la Virginie, le Michigan et l'État de New York ont tous deux districts dans cette catégorie. Les autres luttes serrées sont réparties dans une dizaine d'autres États.

Sénat

Le tiers du Sénat (35 sièges) sera renouvelé mardi, et tout indique que les républicains en garderont le contrôle — 85 % de probabilités, selon FiveThirtyEight. Les démocrates doivent défendre 26 des 35 sièges en jeu. Cinq luttes sont considérées comme très serrées (carte du bas) : au Nevada, en Arizona, au Missouri, en Floride et en Indiana.

SOURCE: FIVETHIRTYEIGHT

Les élections de la colère

Le facteur Trump donne un caractère inédit aux élections de mi-mandat

Souvent boudé par les électeurs, le scrutin de mi-mandat implique généralement que le parti du président en fonction essuie des pertes au Congrès. Mais quelle valeur ont les leçons de l'histoire quand il s'agit de Donald Trump ? Encore une fois, celui-ci brouille les pistes.

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ
LE DEVOIR



Sur son profil Twitter, la politologue américaine Alison Dagnes se présente comme quelqu'un « à la recherche de tout ce qui est comique en politique ». Mais la commentatrice offre un long silence au téléphone quand on lui demande si elle a trouvé matière à rigoler dans l'actuelle campagne pour les élections de mi-mandat. Réponse courte ? « Non. » C'est davantage un sentiment de « tristesse » qui habite la professeure de l'Université Shippensburg, en Pennsylvanie, en cette fin de campagne. Parce que celle-ci a été dure et sale, marquée par la « violence politique » [les colis suspects envoyés à des figures de proue démocrates] ou celle, bien concrète, de Pittsburgh.

« Moi-même, dont c'est le métier de suivre et d'analyser la politique américaine, je me sens épuisée de tout ça, dit-elle. On peut penser que tant la gauche que la droite ont des raisons de se sentir galvanisées par les élections et par ce qui est en jeu, mais il y a surtout une vaste majorité d'Américains qui se sentent comme moi : épuisés, submergés. »

De quoi ? Du ton de la discussion politique — si l'on peut parler de discussion, le vitriol, la haine, cette impression que tout le monde crie et que personne n'écoute. « Le climat est surchauffé, c'est trop. » Et pourtant, ajoute-t-elle,

les enjeux sont importants, cette année peut-être plus que jamais.

« Les politiciens disent toujours de chaque élection que c'est la plus importante... mais celle-ci l'est vraiment », faisait lui aussi valoir l'ancien président Barack Obama dans un rassemblement démocrate en octobre (il fait activement campagne depuis quelques semaines).

« Même si les gens participent peu et s'intéressent peu à la politique, les élections de mi-mandat sont à mon sens toujours importantes parce qu'elles permettent aux citoyens de juger la présidence en cours, d'approuver ou non les objectifs et les décisions du président », souligne Alison Dagnes.

« Ces élections peuvent toujours affecter un président dans sa capacité d'obtenir du soutien au Capitole », relève aussi Jason Mollica, professeur à l'École de communication de l'American University à Washington.

Dans le cas présent, « si un fort contingent de démocrates est élu à la Chambre des représentants, cela pourrait retarder, ou entraver, la volonté du président de voir des lois être adoptées », illustre-t-il. Plusieurs y ont goûté avant Donald Trump. C'est d'ailleurs là une partie du principe des « poids et contrepoids » qui définit le système politique américain et l'exercice du pouvoir.

Retour de balancier

« C'est toujours un peu un référendum sur le président, indique Alison Dagnes. Et quand un président est impopulaire aux *mid-terms*, on a généralement ce phénomène de *wave elections* — le parti adverse fait des gains importants au Congrès. »

Dans l'histoire, ces élections de mi-mandat ont ainsi la plupart du temps été l'occasion d'envoyer aux différents

présidents des messages d'insatisfaction... et de rééquilibrer le pouvoir entre la Maison-Blanche et le Congrès.

Depuis 1900, il n'est arrivé qu'à trois reprises — en 29 élections de mi-mandat — que le parti du président en exercice n'encaisse pas de pertes. Bill Clinton (en 1998, alors que l'économie roulait rondement), George W. Bush (en 2002, dans la foulée des attentats du 11 septembre) et Franklin D. Roosevelt (en 1934, durant la Grande Dépression) ont bénéficié de ces exceptions.

Moi-même, dont c'est le métier de suivre et d'analyser la politique américaine, je me sens épuisée de tout ça. On peut penser que tant la gauche que la droite ont des raisons de se sentir galvanisées par les élections et par ce qui est en jeu, mais il y a surtout une vaste majorité d'Américains qui se sentent comme moi : épuisés, submergés.

ALISON DAGNES



Mais peut-on se fier aux leçons de l'histoire quand il s'agit de Donald J. Trump, un président qui réécrit quotidiennement le grand livre de la politique américaine ? « Tout est différent », conçoit Alison Dagnes.

L'effet Trump

Historien à l'Université McGill, Jason M. Opal estime (comme une vaste majorité d'observateurs) que l'édition 2018 des élections de mi-mandat 2018 est inédite. « À cause de Trump, écrivait-il au *Devoir* jeudi. On n'a jamais eu, dans l'ère moderne, un président qui divise autant la nation. J'entends par là qu'environ 50 % à 60 % des Américains estiment que Trump est inacceptable et révoltant, tandis que 40 % le trouvent formidable et héroïque. »

De plus, Trump lui-même accapare les médias, les nouvelles et le quotidien des Américains plus que n'importe quel de ses prédécesseurs. »

Il ajoute : « J'étudie l'histoire américaine et je n'ai jamais rien vu de pareil, sauf peut-être pendant la décennie 1850 [juste avant la guerre de Sécession]. »

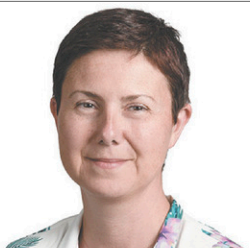
C'est ce facteur Trump qui donne aux élections actuelles une couleur si particulière, relève aussi M^{me} Dagnes. « Il est si polarisant : si vous l'aimez, vous êtes convaincu qu'il est génial. Si vous ne l'aimez pas, c'est que vous le détestez. »

« La vie politique américaine était polarisée avec Donald Trump, mais il a mis de l'essence dans le feu, il a tout amplifié d'une manière hallucinante. Et il l'a fait à dessein : les politiques du président Obama ont certainement divisé, mais la division provoquée par Trump — avec des attaques personnelles très basses — est d'un autre ordre. »

VOIR PAGE B 2 : COLÈRE

La haine en héritage

ÉLISABETH VALLET



Il ne seront sans doute que quelques centaines à atteindre la frontière américaine, plusieurs semaines après l'élection, comme au printemps dernier. Pourtant, le président américain a fait de la caravane des migrants la figure de proue de son destroyer électoral en lui associant les images d'un meurtrier sordide. Depuis une semaine, il multiplie les mensonges pour manœuvrer un électoral dont la priorité n'est pourtant pas la sécurité à la frontière, mais bel et bien l'accessibilité des soins de santé.

Pour autant, emportés par la logorrhée de l'occupant du Bureau ovale, même si c'est pour vilipender le composite de faussetés du président, médias et internautes s'érigent, même à leur corps défendant, en mégaphone des républicains... ce qui pourrait finir par avoir un impact, mardi, dans le secret de l'isolement.

L'immigration est un thème électoralement rentable — comme l'a froidement constaté le président. Le GOP ne s'y est pas trompé. Selon une analyse Reuters-Kantar Media-CMAG, en deux ans, sa stratégie électorale a de plus en plus recours à la sémantique antimigratoire, indépendamment du fait que les élus républicains sont en campagne ou pas.

Même dans des États où l'immigration est marginale, comme en Indiana, où la priorité demeure la protection de ceux qui ont des conditions médicales préexistantes, un tiers des publicités est consacré aux dangers liés aux migrants. Et alors que l'année avance, ces dernières deviennent virulentes, liant de plus en plus criminalité et immigration — ce qu'infirmen les statistiques.

Une mise en scène

Ainsi, bien que les chiffres soient en déclin constant depuis le début du millénaire et bien que ce soit de plus en plus des enfants et des familles qui s'y présentent, la frontière est devenue un vaste théâtre politique, un laboratoire sécuritaire, une zone d'opérations militaires où la sémantique guerrière gagne du terrain...

Cette mise en scène n'est pas anodine.

D'abord parce qu'il y a derrière ce mouvement venu du Triangle du nord une réalité, celle d'États déliquescents où règne une violence endémique alimentée par les changements climatiques. Au point où la Banque mondiale prévoit un exode vers le nord de 10,6 millions de personnes d'ici 2050 : le problème qui n'en est pas un pourrait le devenir.

Le traiter de manière conséquente suppose de créer les conditions pour inciter les migrants à demeurer chez eux plutôt que de menacer les pays concernés de couper leur aide au développement (avec le programme Alliance for Prosperity) s'ils ne parviennent pas à retenir leurs habitants, comme le fait le président américain. Ce qui est contre-productif.

Bien que les chiffres soient en déclin constant depuis le début du millénaire et bien que ce soit de plus en plus des enfants et des familles qui s'y présentent, la frontière est devenue un vaste théâtre politique, un laboratoire sécuritaire, une zone d'opérations militaires où la sémantique guerrière gagne du terrain

Ensuite, l'apparence de politisation de l'armée déployée dans ce contexte polarisant pourrait éroder la légitimité de l'institution militaire et accroître le désengagement des Américains... aux dépens de la démocratie. D'autant que des milices d'extrême droite et des groupes paramilitaires ont annoncé collectes de fonds et déploiements à la frontière — alimentant la visibilité de ces groupes dont les ramifications avec ceux qui se sont récemment rendus coupables d'exactions sont perceptibles.

Le fait que le président ait annoncé dans les jours suivant le massacre à la synagogue de Pittsburgh qu'il mettait fin au financement de la Countering Violent Extremism Grant, mise en place en 2016 pour contrer les groupes haineux, minore également la réalité du terrorisme intérieur.

L'objectif clair

Enfin, cette stratégie érode silencieusement l'économie américaine. Le coût du déploiement de 15 000 soldats pourrait s'élever à 100 millions de dollars, qu'il faudra ajouter au coût du prolongement du mur pour lequel les arpenteurs ont déjà amorcé le travail.

Dans le même temps, le président de la Réserve fédérale appréhende l'impact sur le taux de croissance de la contraction de la population active.

A juste titre : certaines entreprises de la zone frontalière, frappées par les raids des services d'immigration, envisagent de délocaliser leurs activités... au Mexique, faute de pouvoir trouver des ouvriers aux États-Unis, tandis que les récoltes de la Californie à la Caroline du Nord pourraient pourrir sur pied faute de main-d'œuvre.

L'objectif clair derrière cette stratégie est que l'électorat lève les yeux de la balle et l'échappe. Mais que restera-t-il au lendemain de l'élection de cette sordide mise en scène ? Que restera-t-il des relents d'antisémitisme inscrits en filigrane du discours sur la caravane des migrants ? Des amalgames entre Soros et la mondialisation, entre les migrants et le terrorisme ? Quelle sera la légitimité du Congrès, quelle que soit l'issue de l'élection ? À quel point la peur va-t-elle alimenter le refus d'une alternance politique et le cycle de violence ?

Les élus qui entreront en poste dans la foulée de l'élection, quelle que soit leur allégeance, devront vivre avec cet héritage électoral. La Haine.



Q&R

Quels lendemains pour Donald Trump ?

Pour tracer le bilan de cette campagne haute en couleur, marquée par les tensions et plusieurs épisodes violents, *Le Devoir* s'est entretenu avec Stephen Ansolabehere, professeur en gouvernement au Centre d'études en politique américaine (CAPS) de l'Université de Harvard, et David H. Pritchard, spécialiste des médias et professeur émérite à l'Université du Wisconsin.

PROPOS RECUEILLIS PAR ISABELLE PARÉ
LE DEVOIR

Cette campagne a été ponctuée d'événements marquants, dont la fusillade de Pittsburgh, les attentats à la bombe et les allégations d'agressions sexuelles visant le juge Brett Kavanaugh faites par Christine Blasey Ford. Autant d'éléments qui ont semé la tension et le dégoût au sein de la population américaine. Est-ce que cela aura un impact sur le résultat électoral, et si oui, lequel ?

David H. Pritchard. Avec Donald Trump, un scandale qui aurait autrefois fait les manchettes plusieurs semaines est maintenant vite remplacé par de nouveaux scandales. Concernant la fusillade de Pittsburgh, je crois qu'autant de gens se sentent rejoints par ceux qui prônent un resserrement du contrôle des armes à feu que ceux qui poussent pour plus d'armes pour mieux se protéger. Il règne une telle polarisation sur cette question. Le problème, c'est qu'il n'y a plus personne qui incarne le centre aux États-Unis. Les familles sont divisées, les voisins, les collègues de travail aussi. Donc, je ne crois pas que ces événements précis vont avoir un impact sur le vote, mais plutôt sur l'ambiance générale et le climat de tension.

Stephen Ansolabehere. Plusieurs de ces événements auront peu d'impacts. La fusillade mobilisera peut-être plus les partisans démocrates dans cette région, mais je crois que ce qui marquera davantage cette élection, c'est le mouvement de fond qu'a fait naître depuis plusieurs mois le discours récurrent du président Trump. Cela a permis une mobilisation sans précédent des femmes, avec la marche des femmes en 2017 et l'éclosion du mouvement #MeToo. Ce sera certainement l'année où les femmes auront fait le plus de gains sur la scène politique dans l'histoire américaine.

La campagne de peur, renforcée par le discours d'intolérance à

Ce qu'il faut savoir

Les élections de mi-mandat aux États-Unis ont lieu à date fixe : le mardi suivant le premier lundi de novembre, deux ans après l'entrée en poste d'un président. Seront soumis au vote des Américains le 6 novembre...

Les 435 sièges de la Chambre des représentants. Lors de la dissolution de l'assemblée, le Parti républicain détenait 235 sièges et le Parti démocrate, 193. Sept sièges étaient laissés vacants.

35 sièges au Sénat, sur un total de 100. Au moment du déclenchement des élections, 26 sièges étaient occupés par des sénateurs démocrates, 9 par des républicains et 2 par des indépendants : Bernie Sanders du Vermont et Angus King du Maine, qui se rangent généralement du côté démocrate.

36 États et trois territoires doivent élire leur gouverneur, responsable du pouvoir exécutif. Ce poste est l'équivalent d'un premier ministre provincial au Canada.

Le mi-mandat, c'est aussi une foule d'autres courses à surveiller...

Le renouvellement de la quasi-totalité (87 des 99 chambres) des **parlements des États.** Les candidats vainqueurs seront en poste au moment où débutera le processus de redécoupage des circonscriptions (*gerrymandering*) à la lumière du recensement de 2020.

155 référendums sur divers enjeux de politique publique répartis dans 37 États. La légalisation du cannabis médical ou récréatif est à l'ordre du jour dans cinq États. Plusieurs postes de **procureurs de district, de shérifs ou de maires.**

Guillaume Lepage

l'égard des immigrants illégaux et des réfugiés et l'envoi de troupes à la frontière mexicaine, semble avoir frappé l'imaginaire des Américains. Cette instrumentalisation de la peur sera-t-elle payante en matière de votes pour Donald Trump ?

S. A. Le fait d'avoir axé sa campagne sur l'immigration est à mon avis une mauvaise stratégie pour Donald Trump, alors que l'économie va très bien et qu'il aurait pu s'en servir pour gagner l'adhésion de nouveaux électeurs. Ce discours résonne surtout auprès des républicains. Il appuie toujours sur le même bouton, mais cela ne fait que renforcer une base qui lui est déjà acquise. C'est comme prêcher à des convertis.

D. P. Pour l'instant, Trump demeure assez impopulaire, avec un taux d'appui au plus bas dans les sondages, oscillant autour de 42 %. Même après son élection — par seulement 46 % des Américains —, il est resté peu populaire. Son seul espoir, c'est que sa principale base électorale, les Blancs des classes moyenne et basse, aille voter massivement. Cette frange de la population, nationaliste et blanche, est de plus enracinée aux États-Unis. Alors ce qui va véritablement compter dans l'urne, c'est le taux de participation, notamment celui des populations afro-américaines et latines, davantage fidèles aux démocrates.

L'histoire montre qu'aux élections de mi-mandat, le gouvernement en exercice perd très souvent des sièges au profit du parti adverse à la Chambre des représentants. Les sondages laissent prévoir le retour d'une majorité démocrate en chambre ; qu'est-ce que cela présagerait pour Donald Trump ?

S. A. Ils pourraient désormais bloquer des projets comme le démantèlement de l'Obamacare promu par le président, relancer des enquêtes sur les activités de Trump et faire mourir plusieurs autres initiatives pour lesquelles des fonds doivent être approuvés par la chambre. Mais les démocrates devront aussi négocier et faire des compromis. Si le Sénat — qui nomme les juges et doit être consulté sur les traités et accords internationaux — demeure à majorité républicaine, Donald Trump pourra compter sur son appui indéfectible.

Mais est-ce que la nomination de



Le président Donald Trump lors d'un rassemblement Make America Great Again à Charlotte, en Caroline du Nord
NICHOLAS KAMM
AGENCE
FRANCE-PRESSE

Rien ne va plus

JOHN MC ARTHUR



Depuis l'accession de Donald Trump à la présidence, j'ai juré de ne plus jamais faire de pronostics électoraux. Non, je ne fais pas partie de cette classe d'élite de journalistes et de sondeurs qui s'est trompée sur la probabilité d'une victoire pour Hillary Clinton. Au contraire, j'avais prévu la défaite de cette dernière le 21 septembre 2015, à voix haute dans une émission du réseau de télévision MSNBC.

Cependant, je pensais que M^{me} Clinton serait plutôt battue par Jeb Bush, que je considérais comme le candidat présomptif du Parti républicain. Une bataille entre deux dynasties se conformait à ma thèse d'un système dominé par une oligarchie imperméable. Impossible que Trump défonce les murs du château fort de la famille Bush, ou que Bernie Sanders renverse l'emprise clientéliste du couple Clinton. En fin de compte, la machine républicaine était moins puissante que la machine démocrate, qui a craché Sanders comme une arête.

Mais me voilà détrompé sur Trump-Clinton, bien que je connaisse de près la grande colère anti-Clinton parmi les ouvriers « cols bleus » et les petits commerçants du Midwest. J'avais bien compris, après 18 ans de reportages, à quel point Trump, avec sa rhétorique anti-Chine et anti-ALÉNA, avait des chances contre une Clinton si liée aux accords de « libre-échange » promulgués par son mari et le président Obama.

L'incroyable percée de Trump, le vulgaire escroc, suivait sa propre logique pour des millions de gens frustrés par des politiciens qui ne cessaient de prôner « la nouvelle économie » et « les emplois de l'avenir ». Pour eux, les villes dévastées par la délocalisation industrielle étaient d'actualité, donc Trump a pu les entraîner dans sa fable de richesse instantanée.

Un bouffon bruyant

Toutefois, je croyais à l'idée du républicain respectable et bourgeois qui servirait de garde-fou contre Trump. J'ai grandi avec ces gens-là dans les banlieues nord de Chicago longeant le lac Michigan. Protestants et conservateurs, les républicains de mon enfance affichaient leur fierté non seulement pour leur réussite professionnelle et dans les affaires, mais aussi pour leur probité, leur engagement civique et leur comportement moral.

Ils étaient ceux qui auraient refusé à un Trump l'entrée dans leurs clubs privés. Un tel bouffon bruyant, surtout marié pour la troisième fois avec une étrangère au passé douteux, n'est pas le membre idéal à présenter à son épouse dans le salon, sans parler du bar après un match de golf avec de potentiels clients. Trump rachète et crée des clubs « prestigieux », comme Mar-a-Lago, justement pour se venger de ce genre de républicain huppé qui le traitait d'arriviste grossier et de corrompu.

Lorsque je suis arrivé dans les studios de France Inter et sur les plateaux France Télévisions dans la soirée du 9 novembre 2016, j'étais convaincu que les « gens bien » du Parti républicain voteront en grand nombre pour Hillary Clinton par simple dégoût pour Donald Trump. Après tout, la jeune Hillary, fille d'un homme d'affaires, était l'une des leurs à l'origine : originaire d'une banlieue nord-ouest de Chicago, la famille Rodham avait suivi en 1964 l'étendard du puriste Barry Goldwater jusqu'au bout de sa campagne désastreuse contre le démocrate Lyndon Johnson.

On pouvait croire que, sous ses paroles « libérales » et « féministes » battait le cœur d'une candidate à l'âme conservatrice. Une candidate qui a d'ailleurs toujours favorisé la politique de centre droit de son mari, dont la dérégulation de Wall Street et le soutien pour de grandes entreprises comme Wal-Mart.

Regarder Fahrenheit 11/9

Bigre, j'ai eu tort — et plus qu'une fois — devant les auditoires français. Selon les sondages cités par *The New York Times*, seulement 7 % des républicains autoproclamés ont voté pour Clinton. Lorsque la Caroline du Nord a basculé pour Trump, je suis tombé de haut. Les républicains n'allaient pas sauver la nation : mes « banlieusards » d'enfance, aujourd'hui adultes, m'avaient trahi.

En tout cas, je ne recommande pas de parier sur les élections de mi-mandat en se basant sur les déclarations des journalistes ou des sondeurs ni sur les gros titres d'attentats, d'assassinats ou de caravanes de désespérés. Mieux vaut regarder *Fahrenheit 11/9*, le dernier film de Michael Moore. Là, on voit les politiciens sous leur jour le plus cynique et on constate jusqu'où ils vont pour duper le peuple.

Sauf que, dans le récit de Moore, pour la plupart anti-Trump, l'arnaque la plus étonnante est commise par Barack Obama, en 2016, lors de la crise de l'eau contaminée à Flint, au Michigan. Il s'agit d'une mascarade, où le président affiche sa prétendue solidarité avec les victimes en buvant une petite gorgée de l'eau du robinet contaminée. On voit bien dans le gros plan qu'Obama n'avale pas. Les riverains démunis de Flint étaient terriblement déçus, ainsi que par le manque d'aide fédérale, ce qui a gravement fait baisser le taux de participation démocrate dans un État clé.

Soyez prudents dans vos paris d'ici mardi. Les gens ordinaires ne sont pas assez bêtes pour miser sur un seul numéro.

John R. MacArthur est éditeur de *Harper's Magazine*. Sa chronique revient au début de chaque mois.

Lorsque la Caroline du Nord a basculé pour Trump, je suis tombé de haut. Les républicains n'allaient pas sauver la nation : mes « banlieusards » d'enfance, aujourd'hui adultes, m'avaient trahi.

Juges conservateurs comme Brett Kavanaugh à la Cour suprême ne va pas justement sceller l'avenir de plusieurs grandes avancées sociales remises en cause par Donald Trump, comme le droit à l'avortement ou le droit du sol pour les immigrants ?

S. A. Oui, il y a aura des nominations de juges conservateurs. Mais ce qui compte, c'est si l'équilibre est rompu. À mon avis, les juges, qui défendent le pouvoir judiciaire, vont devoir se baser sur la jurisprudence actuelle. Or, il n'est pas clair que même des juges favorables à Donald Trump infirmeraient la jurisprudence. Se prononcer contre le droit du sol, ce serait aller à l'encontre de la Constitution et assez difficile à défendre, même pour des magistrats conservateurs.

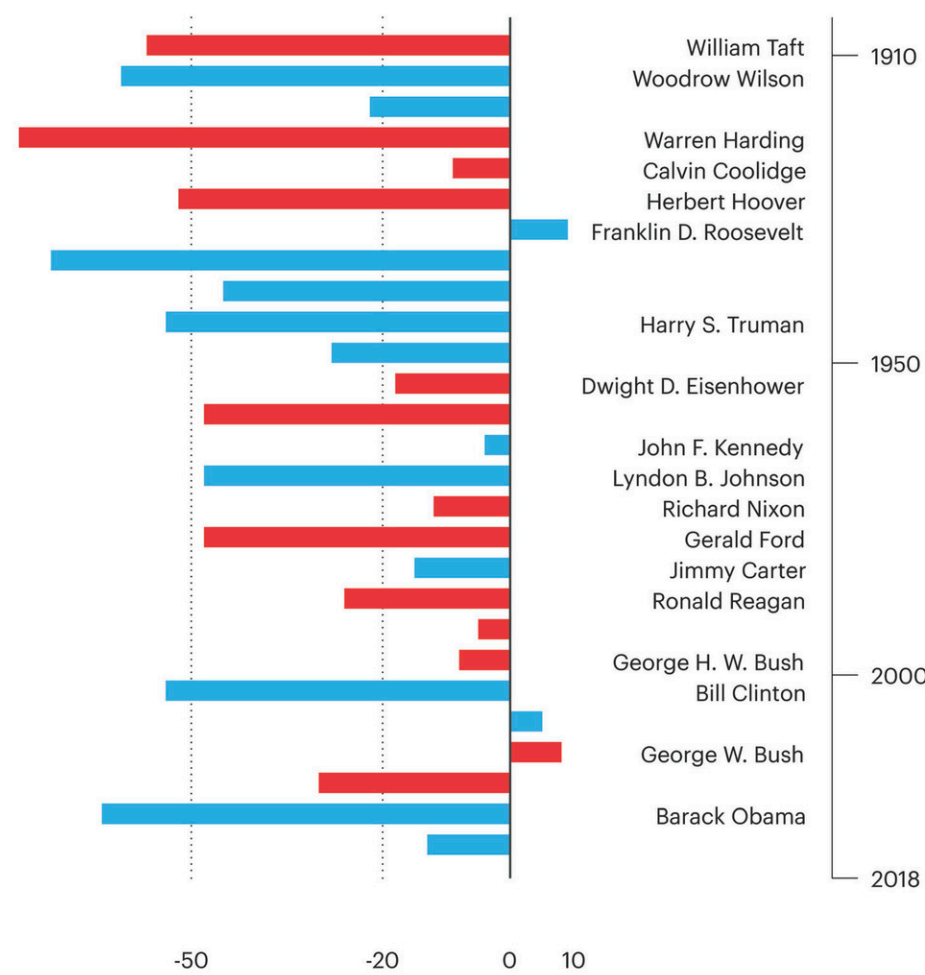
D. P. Si le Sénat reste aux mains des républicains, comme le prévoient les sondages, le président Trump pourra nommer des juges qui partagent ses idées au sein de la plus haute cour du pays. Même sans l'appui de la chambre, il pourra promulguer des décrets présidentiels, qui font partie des pouvoirs dont dispose le président. Ces décrets pourront toujours être contestés devant les tribunaux. Mais, selon moi, si une majorité de juges conservateurs doivent se prononcer, c'est comme jouer un match à domicile. On part avec un avantage.

Qu'est-ce qu'un revers à ces élections et l'intense mobilisation démocrate suscitée par la présente campagne laisseraient entrevoir pour l'avenir ? Est-ce que cela nuira aux chances de réélection de Trump en 2020 ?

D. P. C'est très difficile de prévoir ce qui attendra Donald Trump d'ici deux ans. Il ne sera peut-être même plus là. Un attentat ou n'importe quel événement international majeur pourrait influencer sur ses chances de réélection. Deux ans avant son élection, peu d'Américains savaient qui était Barack Obama. De nouvelles figures, comme Nikki Haley chez les républicains, ou Beto O'Rourke, pourraient venir changer complètement le paysage politique. D'ici là, des républicains modérés, qui en ont assez de Trump, pourraient aussi lui retirer leur appui et faire en sorte que le bras législatif du gouvernement agisse de façon plus indépendante.

S. A. Il est difficile de prévoir si la mobilisation actuelle observée chez les démocrates persistera jusqu'en 2020. D'autres changements, dont l'élection possible de plusieurs gouverneurs démocrates lundi et l'arrivée d'un ou d'une candidate modérée à la tête du Parti démocrate, auront un impact majeur sur la suite des choses. Mais concrètement, l'histoire démontre que le facteur le plus prédictif du sort d'un président lors d'une réélection, c'est la croissance économique. Si les tensions économiques avec la Chine et d'autres pays s'amplifient, ça pourrait être difficile. Ce qui est clair, c'est qu'avec d'aussi bas taux de popularité, si l'économie tombe en 2020, Trump tombera aussi.

Perte des sièges à la mi-mandat



INFOGRAPHIE LE DEVOIR • SOURCE CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS DES ÉTATS-UNIS

Des pistes brouillées

COLÈRE

SUITE DE LA PAGE B 1

Cela mobilisera-t-il les électeurs ? Dans ce contexte, M. Opal se dit convaincu que le « taux de participation sera bien plus élevé [mardi que lors] des élections récentes ». En 2014, moins de 42 % des Américains s'étaient déplacés pour voter.

Depuis 1982, jamais le taux de participation à ces élections n'a dépassé 50 %. Cette année, le vote par anticipation annonce pour le moment une participation accrue. À quatre jours des élections, pas moins de 29 millions d'Américains avaient déjà exercé leur droit de vote par anticipation, et le nombre de ces votes avait déjà fracassé celui recensé aux élections de mi-mandat en 2014 dans 18 États et dans le district de Washington, selon une compilation réalisée par le

site United States Elections Project. Alison Dagnes prévient toutefois « qu'il ne faut pas exclure que plusieurs Américains restent à la maison parce qu'ils ont perdu confiance dans nos institutions de gouvernance », dit-elle.

Quel message ?

La plupart des analystes s'attendent à ce que les démocrates sortent victorieux des élections de mardi — du moins pour ce qui est du contrôle de la Chambre des représentants. Ce qui ne veut pas dire que Donald Trump changera complètement pour autant...

Ni Jason M. Opal, ni Alison Dagnes, ni Jason Mollica ne se font d'illusions là-dessus. Peu importe, « M. Trump ne cédera pas un pouce de son autorité », dit le premier.

« Il va trouver le moyen de crier victoire et de continuer à faire ce qu'il fait », pense la seconde. « Gagne ou perd, il va trouver quelque chose à dire », ajoute le troisième.

M^{me} Dagnes craint les conséquences d'une bonne performance des candidats républicains mardi. « Pour Donald Trump, le message serait que son approche fonctionne. Ça la normaliserait. » Ce qui, non, ne la fait pas rire.

3

C'est le nombre d'élections de mi-mandat où le parti du président en exercice n'a pas subi de pertes depuis 1900.



L'ex-statisticien en chef du pays Munir Sheikh au parlement canadien, en juillet 2010
FRED CHARTRAND LA PRESSE CANADIENNE

Q&R

Statistique Canada doit revoir ses méthodes de collecte

MARIE VASTEL
CORRESPONDANTE PARLEMENTAIRE
À OTTAWA
LE DEVOIR

Les révélations cette semaine voulant que Statistique Canada s'apprête à récolter les informations bancaires de Canadiens sans leur consentement ont monopolisé les débats aux Communes. Les conservateurs crient au scandale, accusant l'agence de violer la vie privée des citoyens. Les libéraux rétorquent que ces données probantes sont essentielles pour concocter des politiques publiques justes. Mais le commissaire à la vie privée, Daniel Therrien, a ouvert une enquête après avoir reçu une douzaine de plaintes de citoyens. Cette récolte de données est-elle justifiée ? Entrevue avec l'ancien statisticien en chef du pays Munir Sheikh, qui avait quitté son poste en 2010 pour protester contre la décision du gouvernement de Stephen Harper de rendre volontaire le formulaire long du recensement.

Que doit-on penser de la décision du Commissaire à la protection de la vie privée de faire enquête sur cette initiative de Statistique Canada qui devait débiter en janvier ?

Je trouve cela troublant, car ça m'indique que ce qui était la pratique habituelle à Statistique Canada — soit d'obtenir l'accord du commissaire à la vie privée avant de faire quoi que ce soit —, d'une manière ou d'une autre, cela ne s'est pas produit. Et c'est ce qui m'inquiète. J'ai l'impression que Statistique Canada a consulté le commissaire à la vie privée, mais en termes très généraux. Alors que le commissaire étudie la situation de façon précise plutôt que de façon générale. Ça semble avoir été une erreur [de la part de l'agence statistique]. Ce qui est bien, cependant, c'est qu'il n'y a pas eu de problèmes, et Statistique Canada tirera des leçons de tout ça.

La tenue d'une telle enquête et les critiques émises par les politiciens pourraient-elles nuire cependant à la réputation de Statistique Canada ou à la confiance que lui accorde le public canadien ?

Je ne crois pas. Aucune information personnelle n'a été divulguée. La récolte de données auprès de neuf banques canadiennes n'a même pas débuté. Certains se sont inquiétés qu'il y ait un risque et le commissaire à la vie privée nous dira si c'est le cas. Depuis des années, Statistique Canada est la meilleure agence statistique au monde. Elle ne va pas perdre ce statut sans prendre les recommandations du commissaire — quelles qu'elles soient — au sérieux.

Pourquoi Statistique Canada s'adonne-t-elle à ce genre de collecte de données ?

Quand j'étais à l'agence, il y a huit ans, nous sentions déjà que nous étions aux prises avec la difficulté d'obtenir des données appropriées parce que les habitudes des citoyens avaient changé. Les gens utilisent souvent un cellulaire plutôt qu'une ligne téléphonique résidentielle. Statistique Canada n'arrive pas à joindre ces utilisateurs de téléphonie cellulaire — et bien souvent, ce sont des jeunes. Si vous n'obtenez pas leurs réponses, en cette ère d'économie numérique, il

Le commissaire à la vie privée a ouvert une enquête sur la décision de l'agence fédérale de recueillir les informations bancaires des Canadiens sans leur consentement

devient très difficile de récolter des données probantes. L'autre problème, c'est que la population est plus réticente à répondre aux sondages téléphoniques, parce qu'elle est plus préoccupée par la protection de sa vie privée. C'est non seulement un problème, mais un phénomène qui avec le temps cause une détérioration de la qualité des données.

Est-il vraiment nécessaire, cela dit, de décortiquer les données financières des Canadiens, comme leur solde bancaire et leurs transactions ?

Il le faut pour connaître les habitudes de consommation des Canadiens. Ces données sont essentielles pour les entreprises : si vous ne savez pas que les citoyens veulent acheter des téléphones et des téléviseurs, plutôt que des meubles, vous ne pouvez pas avoir de plan d'affaires solide. Et les données financières des Canadiens permettent en outre d'établir l'index des prix à la consommation, qui permet à son tour à la Banque du Canada d'élaborer toute sa politique monétaire.

Que faire, alors, des craintes à la vie privée des Canadiens ?

C'est tout le casse-tête. D'une part, l'inégalité des revenus s'est accentuée. Lorsque cela se produit, les gouvernements doivent adopter de bonnes politiques publiques pour y répondre. Et vous n'avez pas de bonnes politiques publiques sans avoir des données de qualité. Si vous ne connaissez pas les besoins immobiliers de vos citoyens, leur état de santé, vous ne pouvez pas y répondre. À l'ère à laquelle nous vivons, il est donc de plus en plus important que les gouvernements aient des données de qualité. Et pour ce faire, il faut trouver de nouvelles façons de récolter ces informations. Mais en revanche, les gens sont de plus en plus inquiets quant au partage de leurs informations personnelles. Le défi auquel on fait face, c'est de savoir comment récolter des renseignements de qualité tout en protégeant leur vie privée.

Y a-t-il un risque que toutes ces informations soient mal protégées par Statistique Canada ?

L'agence récolte déjà énormément de données à l'heure actuelle, et ce sont des données brutes [qui n'ont pas encore été anonymisées — ce que fait l'agence une fois qu'elle les a colligées]. Statistique Canada doit pouvoir associer toutes ces informations à un individu, pour pouvoir en tracer le portrait. Mais Statistique Canada le fait déjà auprès d'autres sources. La méthode de collecte proposée auprès d'institutions bancaires n'a donc rien de neuf. L'Agence du revenu du Canada, par exemple, lui fournit l'information fiscale de votre déclaration de revenus. Si Statistique Canada n'a jamais connu de fuite de ces informations confidentielles dans le passé, je suis convaincu qu'elle saura protéger ces autres données également.

LE NOUVEAU GOUVERNEMENT LEGAULT

La CAQ confrontée

MARIE-MICHÈLE SIOU
CORRESPONDANTE PARLEMENTAIRE
À QUÉBEC
LE DEVOIR

Il s'ont été perçus comme des reculs, des pas de côté ou des cafouillages, ces prises de position du nouveau gouvernement Legault qui ont changé au fil des jours. Mais attention, avertissent trois acteurs ayant vécu des transitions gouvernementales : la Coalition avenir Québec est tout simplement en train de passer... le test de la réalité.

« Entre un engagement électoral ou un élément de programme politique qui tient en deux paragraphes et un projet de loi, il y a une très, très, très longue route. Là, je pense que tout le monde réalise — et il y a beaucoup de bonne volonté — que ça ne se fait pas en criant lapin », observe l'ex-chef de cabinet et sous-ministre Martine Tremblay, qui a présidé le comité de transition du gouvernement de Pauline Marois en 2012.

Ainsi la volonté maintes fois déclarée du chef caquiste, François Legault, de geler la rémunération des médecins spécialistes s'est-elle transformée ces derniers jours en « besoin de bien comprendre l'entente » du côté du gouvernement.

Quant à l'empressement caquiste de « régler rapidement » le « dossier de la laïcité », il devra finalement attendre au printemps. La promesse d'interrompre la construction de la ligne d'Hydro-Québec à Saint-Adolphe-d'Howard ? Elle est devenue une question que le gouvernement doit désormais « approfondir ».

De l'opposition au gouvernement, de la campagne électorale au Parlement, il faut toujours un peu de temps pour s'installer dans ses « souliers de ministre », fait remarquer l'ex-élu libéral Jean-Marc Fournier.

« Le message de l'opposition est un message de contestation. [...] Au gouvernement, elle doit considérer des éléments qu'elle ne considérerait pas. Soit parce qu'elle ne les connaissait pas, soit parce qu'elle ne voulait pas les



Le nouveau premier ministre québécois, au lendemain des élections générales du 1^{er} octobre. François Legault est parvenu à faire élire un gouvernement majoritaire.
JACQUES NADEAU
LE DEVOIR

considérer ou qu'elle ne trouvait pas ça important », avance-t-il.

Selon Martine Tremblay, « le cas de la négociation avec les médecins est flagrant », en ce sens qu'il illustre bien la complexité que revêt la gestion gouvernementale des dossiers. « Je pense qu'il y avait beaucoup de sincérité dans la volonté [de la CAQ] de revoir ça [...], mais une fois dans le fauteuil du conducteur, les choses ne sont certainement pas aussi simples », insiste-t-elle.

Idées préconçues

Surtout, les ministres constatent bien souvent, au moment où ils reçoivent leur cahier de breffage de la part de leur sous-ministre, que les choses ne vont

Le ballet des transfuges

Le gouvernement Legault a recruté ses directeurs de cabinet auprès d'autres partis sans égard aux allégeances politiques

ISABELLE PORTER
MARCO BÉLAIR-CIRINO
CORRESPONDANTS PARLEMENTAIRES
À QUÉBEC
LE DEVOIR



L'équipe de François Legault a recruté, au fil des dernières semaines, d'anciens péquistes, mais également d'ex-libéraux, conservateurs, bloquistes et néodémocrates pour pourvoir plus de 300 postes dans des cabinets ministériels et des bureaux de circonscription. La loyauté en politique serait-elle devenue une valeur surannée ?

Avant la campagne, des péquistes avaient crié à la trahison après avoir été avisés du ralliement de la responsable des réseaux sociaux de l'opposition officielle, Florence Plourde, à la Coalition avenir Québec (CAQ). Les trolls ont déversé, pendant de longues semaines, leur fiel sur Facebook et Twitter. « J'espère qu'elle ne sera jamais capable d'avoir d'enfant », a écrit l'un d'eux. Florence Plourde assume aujourd'hui les responsabilités de coordonnatrice aux médias sociaux au cabinet du premier ministre.

Le stratège politique et rédacteur de discours Stéphane Gobeil l'avait précédée à la CAQ deux ans et demi plus tôt. Il est aujourd'hui la plume du premier ministre François Legault, après avoir été celle du chef du Bloc québécois Gilles Duceppe, de la première ministre Pauline Marois... et du p.-d.g. de la Caisse de dépôt et placement Michael Sabia.

Et voilà que la garde rapprochée du 32^e premier ministre a fait appel à des figures associées au Parti québécois (en grand nombre) et au Parti libéral du Québec (en petit nombre) pour prendre

La CAQ, ce n'est pas un parti de militants [...] qui défendent une cause comme c'était le cas au Parti québécois et au PLQ. Si on n'a pas beaucoup de militants à recruter, il faut aller piger ailleurs.

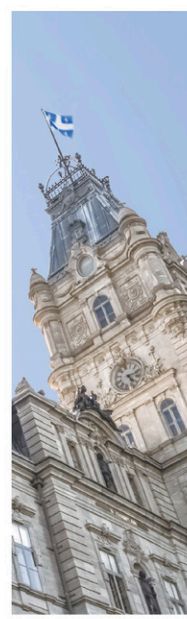
RÉJEAN PELLETIER



les commandes des ministères. Il a aussi appelé des anciens du Parti libéral du Canada et du Parti conservateur (voir encadré).

La tâche délicate de pourvoir les 26 postes de directeur de cabinet a été effectuée par Pascal Maillot. Au lendemain de la victoire électorale caquiste, l'ex-péquiste a activé son réseau et a multiplié les « cold calls », comme celui qu'il a fait un samedi soir à l'ex-directrice de cabinet libérale Marie-Eve Bédard.

Il s'est mis à la tâche de recruter des personnes remplissant trois conditions de base suggérées par son ami de longue date Dominique Lebel : avoir une expérience dans un cabinet ministériel, ne pas être trop spécialisé, ne pas être un fonctionnaire en congé. Conditions auxquelles il a ajouté l'exigence d'être loyal. Faute d'avoir une expérience dans un cabinet ministériel, plusieurs personnes provenant de



au test de la réalité



pas aussi mal qu'ils l'avaient anticipé, estime Jean-Marc Fournier.

« Lorsque l'on vient de l'opposition, on arrive avec des idées préconçues, arrêtées grâce aux informations qu'on avait à l'époque. Et lorsqu'on arrive au ministère, on a accès à d'autres informations, qui apportent quelques nuances et qui nous donnent un éclairage différent », dit-il.

« Il y a toute une familiarisation à faire avec l'état réel des lieux », ajoute Martine Tremblay. D'un gouvernement à l'autre, les changements de cap sont inévitables : après tout, « un parti est élu en disant qu'il va faire les choses autrement », rappelle-t-elle. « Mais il y a beaucoup plus de continuité dans

l'action gouvernementale que de ruptures. » D'où l'importance de bien s'entourer.

Ici, le défi de la CAQ est grand, observe Jean-Claude Rivest, autrefois conseiller politique de Robert Bourassa. « Nous, on avait toutes les ressources dans le parti pour les trouver, les chefs de cabinet ou les attachés de presse, parce que c'étaient des militants ou des gens de l'administration publique qu'on connaissait », rappelle-t-il.

Pour bâtir leurs équipes, les caquistes doivent donc être plus inventifs (voir autre texte).

« Pour eux, c'est plus difficile que ça l'a été pour les libéraux ou le Parti québécois, parce qu'ils n'ont pas une histoire

[aussi longue]. Mais c'est d'autant plus important, insiste-t-il. Il faut qu'ils apprennent vite. »

Outre leur cahier de breffage — sorte d'état de la situation dans un ministère que Jean-Marc Fournier leur conseille de bien étudier —, les nouveaux ministres de la CAQ devront se familiariser avec la « machine » qu'est l'État québécois.

« Vous parlez par exemple de l'environnement ? Il faut aussi parler à l'agriculture, aux relations intergouvernementales, aux finances, au trésor et aux richesses naturelles », explique Jean-Claude Rivest.

À ceux qui arrivent de l'extérieur avec la volonté ferme de mettre les choses « à leur main », Martine Tremblay suggère de modérer leurs ardeurs. De la situation budgétaire à la compréhension juste d'une législation ; de la gestion de la pression et de la complexité des dossiers à l'obligation de rendre des comptes, sans oublier les urgences, rien n'est aussi facile qu'il y paraît. « La politique, la fonction gouvernementale, le rôle de ministre, ça ne ressemble à rien d'autre », dit-elle.

Patience et compréhension

D'ici à ce que les ministres trouvent leur zone de confort, il demeure difficile de jauger la capacité de la CAQ à remplir ses engagements, selon Martine Tremblay. « Je pense que c'est beaucoup trop tôt. Chacun est en train de s'organiser encore », remarque-t-elle.

« Je pense qu'il ne faut pas être trop sévère au début du mandat. Ils arrivent, ils vont prendre le temps [de s'organiser] », ajoute Jean-Marc Fournier.

Et de toute façon, « d'ici Noël, ce qui va avoir marqué [les gens], je ne suis pas sûr que ce seront les déclarations données dans les premiers points de presse et qui semblaient donner l'impression qu'ils ne connaissaient pas leurs dossiers — ce qui est normal », avance l'ex-ministre.

Le vrai test, le gouvernement Legault le vivra au moment du dépôt de la mise à jour économique, qu'il a promis d'ici Noël, croit-il.

Et « quand ça fera trois semaines que les articles [à leur sujet] seront mauvais, ils vont pouvoir se dire : ah, là, on est au gouvernement » !

Les yeux doux

MICHEL DAVID



On aurait préféré entendre Andrew Scheer déclarer lui-même qu'un gouvernement conservateur serait disposé à ajouter la réunification des familles aux pouvoirs que les précédentes ententes sur l'immigration ont reconnus au Québec.

Le premier ministre François Legault a une fâcheuse tendance à faire dire à ceux qu'il rencontre en tête-à-tête des choses dont ils sont les premiers surpris, comme pourrait en témoigner l'ancienne première ministre de l'Ontario, Kathleen Wynne, qui avait appris par les médias qu'elle était disposée à associer sa province aux ambitieux projets hydroélectriques du chef de la CAQ.

On ne sait pas non plus ce que M. Scheer pense des changements à la législation fédérale que nécessiterait la création du nouveau « certificat transitoire » que M. Legault voudrait créer, ni de la facture qu'il entend envoyer à Ottawa pour payer les coûts des services en santé et en éducation dispensés aux immigrants qui échoueraient aux tests de français et de valeurs qu'ils devront subir. On ne sait même pas si M. Legault lui en a parlé.

Le peu qu'a dit le chef conservateur à l'issue de la rencontre de jeudi entre les deux hommes ne laisse cependant aucun doute sur le peu d'enthousiasme que lui inspire l'interdiction des signes religieux. Sans parler de l'utilisation de la disposition de dérogation, à laquelle le gouvernement caquiste pourrait devoir se résoudre et qui soulèverait un tollé au Canada anglais. Son ami québécois deviendrait alors bien encombrant.

• • • • •

Depuis le début, M. Scheer souhaite plaire à M. Legault. Il a commencé à lui faire du plat dès son élection à la tête du Parti conservateur, comme Stephen Harper en avait fait avant lui à Mario Dumont, alléchés l'un et l'autre par le bassin d'électeurs de l'ADQ alors et de la CAQ aujourd'hui.

La nette victoire conservatrice de juin dernier à l'élection partielle dans Chicoutimi-Le Fjord a donné un signal encourageant, mais l'élection du 1^{er} octobre dernier fait maintenant rêver M. Scheer à un nouvel axe bleu qui donnerait à son parti des assises solides au Québec.

Au printemps dernier, il avait déjà fait des avances qui se voulaient autant de réponses à des demandes formulées dans le « nouveau projet pour les nationalistes du Québec », qui tient lieu de politique constitutionnelle à la CAQ. Il se disait ouvert à une déclaration de revenus unique et à l'octroi de pouvoirs additionnels en matière de culture et d'immigration, sans toutefois préciser lesquels.

Dans une lettre ouverte, le chef conservateur avait également lancé un appel aux « nationalistes qui en ont assez des chicanes et des crises existentielles du Bloc québécois » et qui croient à ce « Québec fort au sein d'un Canada uni », auquel M. Legault s'est également converti.

• • • • •

Le départ de Martine Ouellet a permis au Bloc de se rafistoler tant bien que mal, mais l'analyse que faisait son ancien chef, Michel Gauthier, demeure pertinente. À partir du moment où la souveraineté est renvoyée aux calendes grecques, le PCC est sans doute le parti susceptible de prendre le pouvoir qui a traditionnellement défendu une conception du fédéralisme plus respectueuse de l'autonomie des provinces que celle des libéraux, même si le concept des deux nations cher à Robert Stanfield a été évacué depuis longtemps...

Bon nombre d'anciens péquistes qui sont passés à la CAQ en sont arrivés à une conclusion semblable : à défaut de faire du Québec un pays, elle arrivera peut-être à arracher de nouveaux pouvoirs à Ottawa. Au pire, elle préservera les acquis et défendra son identité.

Si le PCC peut apparaître comme un moindre mal, M. Scheer est simplement un nouvel acteur plus souriant dans la reprise du vieux film qui aurait pu s'intituler « Les yeux doux ». Dans un discours mémorable prononcé devant les membres de la Chambre de commerce de Québec en décembre 2005, Stephen Harper avait promis d'ouvrir une nouvelle ère de « fédéralisme d'ouverture », dont le principe serait même enchâssé dans une charte.

Un gouvernement conservateur allait éliminer le déficit fiscal entre Ottawa et les provinces, encadrer le « pouvoir de dépenser », reconnaître au Québec des « responsabilités spéciales » en matière de langue et de culture, de même que le droit d'être représenté à l'UNESCO avec un statut semblable à celui dont il bénéficiait au sein de la Francophonie. Même Jacques Parizeau y avait vu des avancées importantes, c'est dire.

La déception a été à la mesure de l'espoir créé. Le déficit fiscal n'a été éliminé qu'en multipliant les baisses d'impôt, qui n'ont pas fait entrer un sou dans les coffres des provinces. La limitation proposée du « pouvoir de dépenser » ne s'appliquait qu'à des programmes tombés en désuétude, le siège à l'UNESCO n'était qu'un strapontin au sein de la délégation canadienne et on n'a jamais vu l'ombre d'un nouveau pouvoir en matière de langue et de culture. Faut-il réellement revoir ce film ?

Si le Parti conservateur du Canada peut apparaître comme un moindre mal, Andrew Scheer est simplement un nouvel acteur plus souriant dans la reprise du vieux film qui aurait pu s'intituler « Les yeux doux »

Les chefs de cabinet de la CAQ

Parmi les 26 directeurs de cabinet qu'a recruté la CAQ au lendemain de sa victoire électorale...

- 12 proviennent du **Parti québécois** (PQ)
- 4 proviennent du **Parti libéral du Québec** (PLQ)
- 2 proviennent de la **Coalition avenir Québec** (CAQ)
- 2 proviennent du **Parti conservateur du Canada** (PCC)
- 1 provient du **Parti libéral du Canada** (PLC)
- 5 n'avaient **aucune affiliation** à quelque formation politique

Selon Éric Gamache, ex-attaché de presse du PQ aujourd'hui à la firme Tact-Conseil, on est tout simplement rendus ailleurs. « On assiste à une professionnalisation de la profession. Pour la réussite et une bonne gouvernance, je pense que ce n'est pas nécessairement mauvais. La politique ne se pratique plus de la même façon. La fidélité, c'est une valeur qui s'effrite : on le voit dans le commerce. Mon grand-père a acheté la même marque de voiture toute sa vie, alors qu'aujourd'hui on change de voiture à tous nos termes de location. »

Dans cet esprit, ne faut-il pas craindre que ces personnes changent d'allégeance de nouveau ? Qu'à la première grosse secousse, elles quittent la troisième voie de la CAQ ? Luc Ouellet en doute. « Je pense que les gens qu'ils ont mis en place ne sont plus attachés à leur ancien parti et qu'ils vont travailler à 100 % pour faire en sorte que le gouvernement de la CAQ soit performant. »

La garde rapprochée de François Legault a quand même pris ses précautions. Martin Koskinen a pris la parole le jeudi 18 octobre dernier, après la première séance du Conseil des ministres, devant le « club des 26 » directeurs de cabinet, enjoignant à chacun d'eux de

se débarrasser de son « étiquette » péquiste, libérale ou conservatrice et de se décrire comme membre de « la famille de la CAQ ».

Le politologue Frédéric Boily ne croit pas lui non plus que les recrues risquent de manquer de loyauté à nouveau. « Il y a un effet de recomposition du champ politique », dit l'auteur de l'ouvrage *La Coalition avenir Québec : une idéologie à la recherche du pouvoir*, tout en soulignant la « parenté entre les deux partis nationalistes ».

Des leçons pour la CAQ

De toute façon, la CAQ n'avait pas le choix, remarque Réjean Pelletier, professeur associé au Département de science politique. « La CAQ, ce n'est pas un parti de militants [...] qui défendent une cause comme c'était le cas au Parti québécois et au PLQ. Si on n'a pas beaucoup de militants à recruter, il faut aller piger ailleurs. »

N'empêche que la CAQ devrait constituer une « base partisane », signale Frédéric Boily. « L'exemple d'Emmanuel Macron montre que, si on n'a pas de base partisane, ça peut être pas mal plus difficile par la suite », dit-il. Son parti La République en marche est « très faible » dès qu'on va au-delà des « principaux ténors ».

François Legault devrait aussi s'intéresser à ce qui s'est produit ces dernières années dans l'ouest du pays, ajoute Frédéric Boily. « On a vu à peu près le même phénomène en Alberta quand ça a été le temps pour les néodémocrates de former le gouvernement et qu'il n'y avait pas de personnel. Ils sont même allés en chercher à l'extérieur de la province [NDLR : la première ministre Rachel Notley a notamment recruté le chef de cabinet de l'opposition néodémocrate en Colombie-Britannique, John Heaney]. »

Or, par la suite, le gouvernement a dû faire face à de nouveaux enjeux politiques imprévus qui divisaient. « On a vu des néodémocrates de la Colombie-Britannique être plus mal à l'aise avec ce qui se passait et on a commencé à avoir une critique en Alberta de ce personnel politique qui venait de l'extérieur de la province. »

la filière adéquate ne se sont pas qualifiées. Elles se sont vu pour la plupart offrir le poste de directeur de cabinet adjoint, où elles pourront acquérir de l'expérience.

« Esprit de corps »

Les proches de M. Legault, qui ont connu les années Landry marquées par les « rivalités » opposant différentes « baronnies », se fixent comme priorité de créer un « esprit de corps » au sommet de l'État québécois tout en s'efforçant de « garder un contrôle très serré sur les cabinets ». « C'est sûr que c'est un gros défi d'avoir autant de gens qu'on ne connaissait pas il n'y a pas si longtemps », dit l'un d'eux.

Le Devoir s'est entretenu cette semaine avec un ancien apparatchik péquiste qui a lui-même été sollicité, mais qui a refusé. Selon lui, il y a eu un effet d'entraînement. Plusieurs ex-péquistes ont fait le saut « juste avant la campagne », ce qui a mis à l'aise ceux qui avaient des scrupules à le faire. « C'est comme s'ils avaient ouvert la voie. Ça a permis de rejoindre les rangs sans malaise. »

Il souligne par ailleurs que la CAQ n'a quand même pas recruté des piliers de l'organisation péquiste. « Ce n'est pas France Amyot non plus qui a traversé », dit-il en parlant de la directrice de campagne de Jean-François Lisée, mais des gens « qui s'étaient éloignés du PQ, et qui ont possiblement même voté pour le PQ à la dernière élection, mais qui n'étaient plus impliqués », dit-il.

Pour l'ancien stratège libéral Luc Ouellet, c'est du « jamais vu ». Néanmoins, il croit que la CAQ a été sage de procéder de la sorte. « Ils ont laissé de côté l'allégeance pour prendre l'expérience », dit le directeur de la firme National.

Une affaire de loyauté ?

Peut-on quand même parler de manque de loyauté ? Oui, mais on l'observe partout, note M. Ouellet. « On voit une infidélité politique tant chez les électeurs que chez le personnel. Ce n'est plus « Crois ou meurs ». Il n'y en a plus, de loyauté, en politique. »



Pour le seul mois de septembre, le pays a été touché par 154 raids aériens, d'après l'organisation Yemen Data Project.

AGENCE FRANCE-PRESSE

Le secrétaire général de l'ONU appelle à la fin des « violences » au Yémen

NATIONS UNIES — Le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, a appelé vendredi à la fin des « violences » au Yémen pour éviter que le pays ne tombe dans un « précipice ». La violence doit cesser « autour des infrastructures essentielles et des zones à forte population civile », a déclaré M. Guterres. Des combats meurtriers ont repris depuis jeudi à Hodeida, sur la côte ouest du Yémen, entre les rebelles houthis et les forces progouvernementales, qui ont mené des dizaines de frappes aériennes sur cette ville portuaire, selon des sources militaires. Ces rebelles sont soutenus par l'Iran et se sont emparés en 2014 et 2015 de vastes régions du pays, dont la capitale Sanaa.

Agence France-Presse

Une nouvelle piste dans l'énigme des ossements de l'ambassade du Vatican

CITÉ DU VATICAN — La police italienne se plonge dans les archives du patrimoine immobilier du Vatican, suivant une nouvelle piste pour percer le mystère des ossements retrouvés dans la propriété de l'ambassade du Saint-Siège en Italie. Des restes humains ont été retrouvés lundi par quatre ouvriers qui creusaient le sous-sol de la maison du gardien, une annexe de l'ambassade. Dans les années 1960, un couple de gardiens aux rapports conflictuels y vivait, jusqu'à la disparition subite de l'épouse, relevaient vendredi les journaux. C'est maintenant auprès de l'APSA, l'organisme responsable de l'administration des biens du Vatican, que les enquêteurs recensent les travaux réalisés dans ce bâtiment au cours des dernières décennies. Ils ont aussi commencé à entendre divers employés.

Agence France-Presse

Poutine reçoit le président cubain pour sa première visite en Russie

MOSCOU — Vladimir Poutine a reçu vendredi au Kremlin le président cubain, Miguel Diaz-Canel, qui effectue sa première visite à son allié russe depuis son arrivée au pouvoir en avril, au moment où Washington menace La Havane de nouvelles sanctions. « Les relations entre la Russie et Cuba [...] ont porté dès le début un caractère particulier, un caractère stratégique », a déclaré M. Poutine. La Russie « va faire tout son possible » pour « renforcer » les relations russo-cubaines, avait déjà assuré la veille le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov. L'Union soviétique a longtemps fait figure de soutien militaire et économique de Cuba face aux États-Unis, avant que sa chute ne provoque une fracture que Moscou et La Havane tentent aujourd'hui de combler.

Agence France-Presse



Même si les sondages donnent le « non » à l'indépendance gagnant, les indépendantistes croient en la victoire. Pour y arriver, ils tentent de mobiliser les 15 % d'indécis lors du dernier meeting du Front de libération nationale kanak socialiste (FLNKS), la principale formation indépendantiste.

THEO ROUBY AGENCE FRANCE-PRESSE

III RÉFÉRENDUM

La Nouvelle-Calédonie se prononce sur son indépendance

« Il faudra bien s'asseoir et discuter de la suite des choses », avertit l'auteur Stéphane Bliet

CHRISTIAN RIOUX
CORRESPONDANT
À PARIS
LE DEVOIR



Voulez-vous que la Nouvelle-Calédonie accède à la pleine souveraineté et devienne indépendante ? » La question qui sera posée dimanche aux 174 000 électeurs de ce territoire français d'outre-mer a le mérite d'être claire.

La réponse ne semble cependant pas faire de doutes. Personne ne s'attend en effet à ce que dimanche l'Océanie compte un nouveau pays membre à l'ONU. Tous les sondages indiquent pour l'instant que le Oui ne dépassera pas 40 % et que cet archipel de 24 000 kilomètres carrés peuplé d'autochtones kanaks, de métis et de descendants de bagnards, auxquels s'est greffée une population française et plus récemment asiatique, demeurera dans le giron de la France.

Ce référendum est pourtant le résultat d'un long processus qui, en passant, semble contredire tous les préjugés les plus courants sur le jacobinisme français. Il est en effet l'aboutissement des accords de Matignon (1988) et de Nouméa (1998), qui ont accordé une très large autonomie dans tous les domaines qui ne sont pas régaliens à cette ancienne colonie située à 24 heures de vol de Paris et qui possède le quart des réserves de nickel du monde. Alors que les accords de Matignon avaient engagé un processus de rééquilibrage

économique en cédant du pouvoir aux populations autochtones kanakes, minoritaires sur l'ensemble du territoire, les accords de Nouméa ont engagé un véritable processus dit de « décolonisation » s'étalant sur deux décennies.

Ce n'est pas un hasard si ce dernier accord fut l'œuvre du premier ministre socialiste Michel Rocard, dont on connaît le passé anticolonialiste et les sympathies qu'il a toujours entretenues avec les souverainistes québécois. Chose tout à fait exceptionnelle, le gouvernement de l'île peut également signer des accords avec des États et siéger à des organismes internationaux.

Référendums à répétition ?

« Ces accords ont permis un certain rattrapage économique, mais la culture autochtone est très éloignée de l'économie même si les Kanaks sont aujourd'hui partenaires dans l'exploitation du nickel », explique Stéphane Bliet, auteur du livre intitulé *Nouvelle-Calédonie. Négociateur pour la paix* (Médias et Médiations). Bliet a grandi et fait ses études dans l'archipel où les Kanaks sont cependant devenus minoritaires à partir des années 1960. « Pour eux, même si la moitié des revenus viennent de Paris, l'indépendance est une question de fierté, un symbole fort qui ne disparaîtra pas après le référendum de dimanche, dit-il. On pourrait même craindre un vrai mécontentement si l'horizon paraît bloqué après une défaite référendaire. »

C'est tout l'enjeu des négociations qui pourraient s'amorcer après le référendum de dimanche. Parmi les questions litigieuses, il y a la définition même du corps électoral. Car, il faudra avoir vécu dans l'archipel depuis au moins 1994 pour voter dimanche. Sur les 210 000 personnes en âge de voter, seules 174 000 sont inscrites sur les listes électorales. Malgré ces restrictions, les Kanaks ne représentent que 46 % des inscrits.

Dans un tel contexte, dit Bliet, « le divorce ne peut pas être une solution. Celle-ci ne peut passer que par la négociation ». Pourtant, ce référendum pourrait ne pas être le dernier. Les accords de Nouméa autorisent en effet la tenue d'un nouveau scrutin dans deux ans à peine, à la demande du tiers seulement des élus du Congrès de Nouvelle-Calédonie. Les indépendantistes, qui contrôlent le tiers de la chambre, pourraient même recommencer en 2022.

L'ombre de la Chine

« Les indépendantistes se disent qu'ils ont peu à perdre avec l'indépendance, puisque le pouvoir économique leur échappe, dit Bliet. Même s'ils sont conscients qu'ils pourraient difficilement gérer toutes les compétences régaliennes, ils veulent se mettre en position de pouvoir passer des accords avec des puissances locales, régionales et même avec la France ».

Par contre, dit-il, les loyalistes « craignent de perdre leur position économique

dominante, comme cela est arrivé aux Indiens de Fidji après l'indépendance. Sans la France, les partisans du Non croient aussi que l'archipel tombera sous la coupe de la Chine », qui considère cette zone comme sa chasse gardée.

Dimanche, le premier ministre Édouard Philippe sera à Nouméa. Il a annoncé que, quel que soit le résultat, il réunirait les forces politiques calédoniennes. « Il nous faut sortir de cette nasse de l'accord de Nouméa [...] pour construire une nouvelle organisation politique qui préserve la possibilité d'exercer le droit à l'autodétermination », a déclaré au quotidien *Le Monde* Philippe Gomès, dirigeant de la principale force loyaliste du territoire, Calédonie ensemble (centre droit).

Pour en savoir plus, il faudra probablement attendre les élections de mai 2019 afin de départager les 12 partis politiques que compte le territoire. Quel que soit le résultat de dimanche, dit Stéphane Bliet, « il faudra bien s'asseoir et discuter de la suite des choses ».

Les indépendantistes se disent qu'ils ont peu à perdre avec l'indépendance, puisque le pouvoir économique leur échappe

STÉPHANE BLIET



EN BREF



Des manifestants ont brûlé une photo d'Asia Bibi, jeudi à Hyderabad.
PERVEZ MASIH ASSOCIATED PRESS

Pakistan : les islamistes annoncent la fin des manifestations

ISLAMABAD — Les manifestants qui paralysaient le Pakistan depuis trois jours pour protester contre l'acquiescement de la chrétienne Asia Bibi ont annoncé vendredi soir la levée du blocage après un accord avec le gouvernement. « Les participants ont été priés de se disperser pacifiquement », a déclaré un porte-parole du parti Tehreek-e-Labaik Pakistan. Le ministre des Affaires religieuses, Noor-Ul-Haq Qadri, a confirmé que les négociations avaient abouti. L'accord passé entre les deux parties prévoit notamment que le gouvernement ne s'opposera pas au dépôt d'une requête en révision du jugement de la Cour suprême au sujet d'Asia Bibi et qu'il engagera une procédure pour l'empêcher de quitter le territoire.
Agence France-Presse

L'homme accusé de l'envoi de colis piégés sera transféré à New York

MIAMI — L'homme accusé d'avoir envoyé des bombes artisanales à des opposants du président Donald Trump sera transféré à New York, où ont été retrouvés plusieurs des colis suspects, a rapporté vendredi le journal *Miami Herald*. Arrêté en Floride il y a une semaine, Cesar Sayoc, 56 ans, est inculpé de cinq chefs d'accusation fédéraux, y compris l'envoi illégal d'explosifs, et risque jusqu'à 48 ans de prison. Ses avocats ont déclaré à un juge de Miami qu'ils demanderaient sa remise en liberté sous caution lors d'une audience à New York, selon le même journal. M. Sayoc est soupçonné d'avoir expédié des colis piégés à une dizaine de personnalités, dont Barack Obama, Hillary Clinton et Robert De Niro.
Agence France-Presse

Nigeria : l'armée cite Trump pour justifier sa répression des manifestants chiites

ABUJA — L'armée nigérienne, qui a tiré à balles réelles sur des manifestants chiites cette semaine, a repris à son compte des propos du président Donald Trump. Dans une publication sur Twitter vendredi, l'armée nigérienne a justifié la récente répression de ces manifestants en citant un discours de M. Trump qui indiquait que toute personne jetant des pierres, parmi la « caravane » de migrants sud-américains approchant de la frontière américaine, serait considérée comme armée. L'armée a tiré à plusieurs reprises sur des manifestants du Mouvement islamique du Nigeria (IMN) qui réclamaient la libération de leur leader, faisant au total six morts officiellement. L'IMN a pour sa part fait état de 49 morts, tandis que l'ONG Amnesty International a évoqué 45 morts.
Agence France-Presse



« Les sanctions vont faire mal », prédit un diplomate européen, alors que l'Iran, son économie et notamment le rial, sa monnaie, souffrent déjà depuis plusieurs mois.
ATTA LEMARE AGENCE FRANCE-PRESSE

Washington rétablit toutes les sanctions contre l'Iran

FRANCESCO FONTEMAGGI
À WASHINGTON
AGENCE FRANCE-PRESSE

Six mois après avoir claqué la porte de l'accord sur le nucléaire iranien, les États-Unis ont confirmé vendredi qu'ils rétabliraient lundi leurs sanctions les plus importantes contre Téhéran, visant le pétrole et les banques, mais les doutes persistent sur cette campagne controversée de « pression maximale ».

« Le président Donald Trump réimpose les sanctions les plus dures jamais adoptées » pour faire plier l'Iran, a annoncé la Maison-Blanche.

L'Union européenne (UE), la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne, signataires de l'accord de 2015 censé empêcher les autorités iraniennes de se doter de la bombe atomique, ont aussitôt regretté « vivement » cette décision.

L'été dernier avait vu le retour d'un premier train des mesures levées en 2015. Le second volet entrera en vigueur lundi. Il s'agit de sanctionner, en leur barrant l'accès au marché américain, tous les pays ou entreprises qui continueront d'acheter du pétrole iranien ou d'échanger avec les banques de la République islamique.

« L'objectif est de priver le régime des revenus qu'il utilise pour semer la mort et la destruction à travers le monde », a déclaré le secrétaire d'État américain, Mike Pompeo. Huit pays seront toutefois autorisés à continuer d'acheter du pétrole iranien pendant au moins six mois supplémentaires, « car ils ont fait preuve d'efforts importants pour ramener leurs importations de brut vers zéro », a-t-il annoncé.

La liste de ces pays sera connue lundi. À ce stade, on sait que l'Union européenne dans son ensemble n'en fait pas partie, mais qu'elle inclut la Turquie. Les observateurs s'attendent à ce que des dérogations soient également octroyées à la Corée du Sud, à l'Inde, au Japon et peut-être à la Chine.

Stratégie nord-coréenne

Le gouvernement Trump assure que la mise en œuvre des sanctions sera beaucoup plus « agressive » que par le passé, avec moins de dérogations et plus de contrôles. Le secrétaire au Trésor, Steven Mnuchin, a ainsi affirmé que 700 noms seraient ajoutés à la liste noire américaine, soit 300 de plus que ceux qui en avaient été retirés après 2015.

Il a aussi dit que les États-Unis souhaitent couper les établissements financiers iraniens frappés par des sanctions du circuit bancaire international Swift, un maillon essentiel du système financier. « Swift doit faire un choix : se soumettre à la menace de sanctions américaines ou continuer à faciliter des transactions avec des banques sur liste noire », se réjouit Behnam Ben Taleblu, de l'organisation Foundation for Defense of Democracies, qui milite pour une ligne dure.

« Les sanctions vont faire mal », prédit un diplomate européen, alors que l'Iran, son économie et notamment le rial, sa monnaie, souffrent déjà depuis plusieurs mois. Selon lui, « c'est le même plan de bataille qu'avec Kim Jong-un et la Corée du Nord : sanctions, pression maximale, et ensuite ils sont prêts à négocier ».

Le gouvernement Trump ne cache pas s'inspirer de cette stratégie, qu'il juge couronnée de succès, l'homme fort de Pyongyang s'étant engagé en faveur d'une « dénucléarisation » lors d'un sommet historique avec le président américain après un net durcissement des sanctions internationales.

Le président américain répète qu'il est prêt à rencontrer les dirigeants de la République islamique pour négocier un accord global sur la base de douze conditions : des restrictions beaucoup plus fermes et durables sur le nucléaire que le texte de 2015, jugé laxiste par Washington, mais également la fin de la prolifération de missiles et des activités jugées « déstabilisatrices » de Téhéran au Moyen-Orient.



« Les sanctions viennent » : Donald Trump a détourné vendredi la phrase emblématique de la série *Game of Thrones* pour saluer le prochain rétablissement des sanctions contre Téhéran. Sur son compte Twitter, le président américain a publié cette affiche en référence au titre du premier épisode de la série, « *Winter is coming* ».
TWITTER

III CATALOGNE

Vingt-cinq ans de prison réclamés contre les dirigeants indépendantistes

LAURENCE BOUTREUX
À MADRID
AGENCE FRANCE-PRESSE

Un an après la tentative de sécession de la Catalogne, la justice espagnole a requis vendredi de lourdes peines de prison contre les dirigeants indépendantistes qui doivent être bientôt jugés, confirmant l'accusation controversée de « rébellion » pourtant rejetée par le gouvernement.

La date du procès n'a pas été encore fixée, mais son ouverture est attendue début 2019. L'ancien président catalan Carles Puigdemont, qui a fui en Belgique pour échapper aux poursuites judiciaires, n'est pas concerné par ce procès, la justice espagnole ne jugeant pas « en absence ».

Le parquet général a requis de sept à vingt-cinq ans de prison contre douze dirigeants indépendantistes accusés de « rébellion », « détournements de fonds publics » ou « désobéissance grave ».

Six autres indépendantistes, qui comparaitront seulement pour « désobéissance grave », encourrent une amende.

En prison depuis un an, l'ancien vice-président catalan Oriol Junqueras est le seul à encourir la peine la plus élevée de vingt-cinq ans de prison et d'inéligibilité. « Ils pourront nous enfermer ici des années et des années, cela ne fera pas faiblir le désir de liberté qui se changera en clameur », avait-il dit jeudi dans une lettre.

Le parquet a également demandé 17 ans de prison contre l'ancienne présidente du parlement régional catalan Carme Forcadell, et les ex-présidents de puissantes associations indépendantistes, Jordi Sánchez et Jordi Cuixart.

« Est-ce que quelqu'un croit qu'en réclamant 200 ans de prison contre les

leaders indépendantistes, on fera disparaître les deux millions de partisans de l'indépendance ? » a vertement réagi le président indépendantiste catalan, Quim Torra.

Depuis la Belgique, M. Puigdemont a accusé l'État espagnol de continuer à exercer ainsi « une vengeance » contre le mouvement indépendantiste.

Après avoir organisé le 1^{er} octobre 2017 un référendum d'autodétermination interdit, les séparatistes catalans avaient vainement proclamé le 27 une « République catalane » indépendante.

Le ministère public affirme que les dirigeants indépendantistes ont pu se prévaloir de « la force d'intimidation » représentée par « l'action tumultueuse » des grandes manifestations indépendantistes et le recours à la police régionale, dont les 17 000 membres « auraient suivi exclusivement leurs instructions ».

L'enjeu de la rébellion

Dans un autre dossier judiciaire, le parquet a réclamé quatre à onze ans de prison contre quatre responsables de la police catalane, dont son ancien chef, Josep Lluís Trapero, accusé de rébellion. Ce chef d'accusation est très contesté dans le cas de la Catalogne, notamment par des juristes réputés.

Le gouvernement socialiste a par exemple choisi d'écarter ce chef d'accusation, par l'entremise du représentant des intérêts de l'État dans le dossier, qui a opté pour celui moins grave de « sédition » et demandé des peines allant jusqu'à un maximum de 12 ans de prison.

« Il existe un débat juridique et même un débat social », a fait valoir vendredi l'actuelle ministre de la Justice, Dolores Delgado.

PETITES ANNONCES

<p>101 PROPRIÉTÉS À VENDRE</p> <p>TROIS-RIVIÈRES Très belle maison de ville sur 3 niveaux à 2 pas de l'amphithéâtre Cogeco 418-208-1101 trem3claude@gmail.com</p>	<p>170 HORS FRONTIÈRES EUROPE À LOUER</p> <p>16E À PARIS : CONDO 3 1/2 jardin, asc., rénové, équipé, calme, ensoleillé, sécuritaire. Près Tour Eiffel, 2 à 5 pers. 800 \$ et +/sem. Clés à Mtl. 514-585-6341 condoparis16@yahoo.fr</p>	<p>210 COMMERCE À VENDRE</p> <p>Opportunité d'affaire CHARLEVOIX Petite entreprise à vendre Déboisement et Excavation Abatise multifonctionnelle. Transporteur, Excavatrice, bouteur et camion de service Et bien PLUS... Prix très intéressant et avantageux...pré-retraite 418.297.0921</p>	<p>390 DIVERS</p> <p>Loge disponible au Centre Bell Tous les matchs des Canadiens (416)967-2068</p>
<p>105 PROPRIÉTÉS À REVENU</p> <p>RIVE-SUD-VERCHÈRES Triplex 3 étages - 2004 Grands 4 1/2. Revenus: 30 420 \$/année. 529 000 \$ 514-342-6627 / 889-6627</p>	<p>160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER</p> <p>DISCRIMINATION INTERDITE La Commission des droits de la personne du Québec rappelle que lorsqu'un logement est offert en location (ou sous-location), toute personne disposée à payer le loyer et à respecter le bail doit être traitée en pleine égalité, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge du locataire ou de ses enfants, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap.</p>	<p>303 ANTIQUITÉS</p> <p>Encan Dimanche 4 novembre à 10h. Tableaux de renommés et antiquités, publicités, etc. (450) 796-2888 www.encanlinea.com</p>	<p>430 TECHNIQUES ET MÉTIERS</p> <p>Consulat Général d'Espagne à Montréal 2 postes d'auxiliaire administratif (doit être trilingue: espagnol, français, anglais) Présentation de candidatures jusqu'au 14/11/2018. Renseignements: www.maec.es/ Consulados/Montreal</p>
<p>160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER</p> <p>DISCRIMINATION INTERDITE La Commission des droits de la personne du Québec rappelle que lorsqu'un logement est offert en location (ou sous-location), toute personne disposée à payer le loyer et à respecter le bail doit être traitée en pleine égalité, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge du locataire ou de ses enfants, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap.</p>	<p>171 HORS FRONTIÈRES À LOUER</p> <p>FLORIDE - Bal Harbour Luxeux condo neuf. Directement sur la mer. Restaurants, commerces. (514) 594-8881</p>	<p>307 LIVRES ET DISQUES</p> <p>"Librairie Bonheur d'Occasion" achète à domicile livres de qualité en tout genre. 514 914-2142 www.bonheuroccasion.com</p>	<p>515 INFORMATIQUE ET BUREAUTIQUE</p> <p>VOTRE ORDINATEUR BOGUE OU RALENTIT ? Mise à jour et réparation P.C., Mac et portables. 10 ans d'exp. Service à domicile. 514 573-7039 Julien</p>

QUAND LA TOXICOMANIE PREND TOUTE LA PLACE

III AFFAIRE KHASHOGGI

Un brassage des cartes à prévoir au Proche-Orient

EZZEDINE SAID
À ISTANBUL
AGENCE FRANCE-PRESSE

Le meurtre du journaliste Jamal Khashoggi au consulat saoudien à Istanbul risque de rebattre les cartes au Proche-Orient en y renforçant l'influence de la Turquie aux dépens de l'Arabie saoudite au moment où les deux pays se disputent le leadership du monde musulman, estiment des analystes.

C'est en tout cas l'objectif que semble poursuivre le président de Turquie, Recep Tayyip Erdogan, principal soutien dans le monde arabe des Frères musulmans, bêtes noires de l'Arabie saoudite et ses alliés, notamment les Emirats arabes unis et l'Égypte.

Si la réputation de Riyad a déjà été ternie avec le meurtre de Khashoggi par un commando saoudien le 2 octobre, c'est l'éventuelle implication du prince héritier Mohammed ben Salmane, dit MBS, qui pourrait durablement plomber l'influence du royaume.

Car une telle implication, estiment des analystes, donnerait à M. Erdogan un levier de pression sur un MBS affaibli et pourrait même conduire à l'éviction du prince héritier par la famille royale, même si ce scénario paraît peu probable.

« Le meurtre de Khashoggi a offert à Erdogan une occasion en or pour



mettre la pression sur l'Arabie saoudite et faire apparaître la Turquie comme le nouveau leader du monde musulman », estime Lina Khatib, responsable du programme Moyen-Orient et Afrique du Nord à Chatham House.

« La crise Khashoggi comporte un important enjeu géopolitique pour la Turquie, qui semble mener l'affaire d'une main de maître. Mais la Turquie seule ne peut pas pousser pour le départ de MBS. Sur ce point, la balle est dans le camp américain », ajoute-t-elle.

Le meurtre de Khashoggi a offert à Recep Tayyip Erdogan une occasion en or pour mettre la pression sur l'Arabie saoudite.

ASSOCIATED PRESS

Le président Erdogan a d'ailleurs affirmé que l'ordre de tuer le journaliste Jamal Khashoggi était venu des « plus hauts niveaux du gouvernement saoudien », dans une tribune publiée vendredi dans le *Washington Post*, mais il a également exonéré le roi Salmane, le père de MBS, de toute responsabilité.

« Je voudrais souligner que la Turquie et l'Arabie saoudite entretiennent des relations amicales, a poursuivi M. Erdogan. Je ne crois pas une seule seconde que le roi Salmane, le gardien des saintes mosquées, ait ordonné le coup contre Khashoggi. »

« Occasion » pour Erdogan

Pour M. Erdogan, remettre à flot les Frères musulmans, que le camp saoudien cherche à marginaliser dans le monde arabe — notamment en Égypte, où ils ont été évincés du pouvoir et réprimés dans le sang en 2013 par l'actuel président Abdel Fattah el-Sissi —, figure au cœur de cet enjeu « géopolitique ».

Le dirigeant turc devrait aussi tenter d'arracher des concessions à l'Arabie sur le Qatar, riche émirat qui entretient des relations privilégiées avec la Turquie, mais auquel Riyad et ses alliés imposent un blocus depuis juin 2017.

« Je pense qu'Erdogan voit une occasion de braver la triple entente au Proche-Orient composée de l'Arabie de MBS, des Émirats de MBZ [Mohammed ben Zayed] et de l'Égypte de Sissi, résume Soner Cagaptay, du Washington Institute of Near East Policy. Ces trois pays arabes s'opposent à la politique d'Erdogan favorable aux Frères musulmans. »

Sinan Ulgen, président du Center for Economics and Foreign Policy à Istanbul, juge qu'un « affaiblissement de MBS constitue une victoire pour Erdogan, vu le positionnement de la Turquie sur le Qatar et les Frères musulmans ».

« Mais il faut voir si Ankara va

pouvoir transformer la conjoncture en un avantage pérenne qui renforcerait son influence régionale au détriment de l'Arabie saoudite », ajoute-t-il.

Nicolas Heras, du Center for New American Security, voit l'affaire Khashoggi comme « le dernier chapitre en date dans la concurrence que se livrent la Turquie et l'Arabie pour assumer le leadership du monde musulman ».

Pression maintenue

« Erdogan, de toute évidence, pense qu'il peut se servir de l'affaire Khashoggi pour remettre Mohammed ben Salmane, et avec lui l'Arabie saoudite, à leur place », ajoute-t-il.

En se gardant de l'incriminer directement, M. Erdogan cherche à maintenir le prince héritier saoudien sous pression, selon Karim Bitar, de l'Institut des relations internationales et stratégiques.

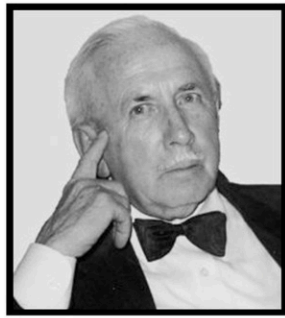
« Erdogan est conscient qu'il a des munitions susceptibles d'affaiblir MBS sur la scène internationale et il est en train de voir comment il peut maximiser ses gains après cette énorme bourde saoudienne », note-t-il.

Si les Frères musulmans sont un enjeu pour M. Erdogan, les Occidentaux, notamment Washington, s'en méfient et devraient orienter d'éventuelles pressions sur MBS vers l'arrêt de la guerre au Yémen et la levée du blocus du Qatar, selon les experts.

« Je m'attends à ce que le blocus du Qatar prenne fin dans un avenir proche et que les Saoudiens trouvent le moyen de soutenir les efforts de l'ONU concernant le Yémen », estime Steven Cook, du groupe de réflexion américain Council on Foreign Relations.

M. Bitar note aussi que le gouvernement américain compte sur le soutien de MBS à son plan de paix attendu sur le conflit israélo-palestinien et pour endiguer l'Iran.

AVIS DE DÉCÈS



Ouellette, Martial
1923 - 2018

À la Résidence Cité Parkway, Ottawa, le 1^{er} novembre 2018, est décédé Martial Ouellette, 94 ans, époux bien-aimé d'Anita Ouellette (Paquette) et fils de feu Léda (Monette) et Joseph Ouellette.

Il laisse dans le deuil ses enfants: Christine, Denise (Michel Roy), Pierre-François (John Latour) et Dominique; ses petits-enfants: Alexandre (Vicky Thibault) et Nicholas (Josée Sicard) Rochon Ouellette et ses arrière-petits-enfants: Olivier, Sophie, Damien et Adrien. Il est précédé par son épouse Anita, ses fils Alain et Bruno, ses sœurs Claire et Lucienne et son frère Raymond.

Martial a eu une carrière diplomatique bien active avec les Affaires étrangères (Affaires mondiales Canada) où il est allé en poste successivement à New York, E-U (1947), à Paris, France (1948-1956); à Lagos, Nigéria (1960-1962); à Yaoundé, Cameroun (1962-1964), à São Paulo, Brésil (1964-1967); à Marseille, France (1970-1971); à Rome, Italie (1971-1975) et à Mexico, Mexique (1978-1981). Il a été aussi membre actif de nombreuses organisations tels le Club Optimiste de Vanier et le Camp de l'amitié.

Un service commémoratif sera célébré en décembre à l'église Notre-Dame-de-Lourdes de Vanier.

Pour ceux et celles qui le désirent, des dons à la Société d'arthrite seraient appréciés.

Maison funéraire
Racine, Robert & Gauthier
Dignité

EN HOMMAGE À LA VIE
613-241-3680 www.racinerobertgauthier.com



Soeur Denise Morin, CND
(S.S.-Denise-du-Sacré-Coeur)

est décédée au CHUS de Sherbrooke, le 27 octobre 2018, à l'âge de 86 ans et 6 mois, dont 66 ans de vie religieuse à la Congrégation-de-Notre-Dame.

Elle était la fille de feu Paul Morin et de feu Marie-Anne Lamontagne. Tous ses frères et sœurs sont décédés, soit Albert, Jean-Louis, Paul-Émile, Marguerite, Cécile, Charles, Noël et Marie-Marthe. Outre sa famille religieuse, elle laisse dans le deuil ses belles-sœurs Françoise Reid et Lucie Gendron, ainsi que de nombreux neveux, nièces, parents et amis.

Les sœurs de la Congrégation de Notre-Dame vous accueilleront à :

Centre Administratif
5017, av. Notre-Dame-de-Grâce
Montréal, Qc, H4A 1K2

mercredi, le 7 novembre 2018 de 8h30 à 10h00. Une célébration de prières aura lieu le même jour à 9h45. Le départ pour l'église se fera à 10h10.

Les funérailles seront célébrées à 10h30 à l'église Notre-Dame-de-Grâce, 5333, ave Notre-Dame-de-Grâce, Montréal. L'inhumation se fera au Cimetière Notre-Dame-des-Neiges.

Information

Alfred Dallaire | MEMORIA

Chaque vie est une histoire.™

514 277 7778 | memoria.ca

Communiquez avec
Le Mémorial
pour publier :

- Avis de décès • Faire-part
- Remerciements • Condoléances
- Anniversaires • Hommage
- In memoriam

Le Mémorial
1855, rue Du Havre, bureau 107
Montréal, Qc, H2K 2X4
Télé: 514 525-1149
Téléc.: 514 525-7999
deces@lememorial.com

Le mémorial

AQETA
Association québécoise
des troubles d'apprentissage

moi aussi
**JE PEUX
APPRENDRE**

Le droit d'apprendre depuis 1966
aqeta.qc.ca

Le corps de Khashoggi aurait été « dissous »

LUANA SARMINI-BUONACCORSI
À ANKARA
AGENCE FRANCE-PRESSE

Un responsable turc a affirmé vendredi, un mois après le meurtre de Jamal Khashoggi au consulat saoudien à Istanbul, que son corps démembré avait été dissous. La fiancée du journaliste a quant à elle appelé la communauté internationale à juger les coupables.

« Nous voyons à ce stade qu'ils ne se sont pas contentés de le démembrer, ils s'en sont débarrassés en le dissolvant », a déclaré au quotidien *Hürriyet* Yasin Aktay, conseiller du président Recep Tayyip Erdogan au sein de l'AKP, le parti au pouvoir.

« Selon les dernières informations dont nous disposons, la raison pour laquelle ils ont découpé le corps, c'est pour le dissoudre plus facilement », a-t-il ajouté.

Lors d'une conférence de presse à Washington jeudi, un porte-parole du département d'État américain, Robert Palladino, a affirmé que « les restes de M. Khashoggi doivent être localisés et restitués à sa famille pour un enterrement approprié le plus tôt possible ».

Le journaliste Jamal Khashoggi, collaborateur du *Washington Post*, a été tué le 2 octobre dans le consulat saoudien d'Istanbul, où il s'était rendu pour des démarches administratives en vue de son mariage avec une Turque, Hatice Cengiz.

« Une Arabie stable »

Dans un communiqué publié mercredi, la justice d'Istanbul a affirmé que « la victime a été démembrée » et que l'« on s'en est débarrassé », sans pourtant préciser comment.

Après les déclarations du parquet, un responsable turc anonyme a indiqué au *Washington Post* que les autorités examinaient une piste selon laquelle son corps aurait été dissous dans de l'acide au consulat ou dans la résidence du consul toute proche.

Après avoir d'abord affirmé que Khashoggi avait quitté le consulat peu après s'y être rendu, puis soutenu qu'il était mort dans une bagarre, Riyad a fini par évoquer une « opération non autorisée » par le pouvoir.

« Aujourd'hui, je demande à la communauté internationale de prendre des mesures réelles, sérieuses et concrètes pour mettre au jour la vérité et traduire les responsables devant la justice », a écrit M^{me} Cengiz, sa fiancée turque, dans une tribune publiée dans plusieurs médias dont le quotidien français *Le Monde*.

Si plusieurs responsables et médias turcs ont directement incriminé le prince héritier saoudien, Mohammed ben Salmane, dit MBS, Riyad s'efforce de le dédouaner en insistant sur le caractère « non autorisé » de l'opération.

Washington met en effet la pression sur Riyad pour que cette affaire soit élucidée, mais semble accorder le bénéfice du doute à MBS, un puissant allié de Washington au Moyen-Orient.

Le secrétaire d'État américain, Mike Pompeo, a ainsi insisté jeudi sur le caractère « inacceptable » du meurtre du journaliste, tout en soulignant que les États-Unis avaient « l'intention de s'assurer que [leurs] relations [avec Riyad] restent intactes ».

Vendredi, le premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, dont le pays partage avec l'Arabie saoudite son implacable hostilité à l'Iran chiite, a souligné l'importance de la « stabilité » du royaume saoudien, tout en qualifiant d'« horrible » le meurtre de Khashoggi.

Selon des informations de presse, Washington compte en outre sur le prince ben Salmane pour promouvoir un plan de paix américain attendu au conflit israélo-palestinien et d'ores et déjà rejeté par les Palestiniens, qui accusent les États-Unis de s'aligner sur les positions israéliennes.



Madona Boulais Charlebois

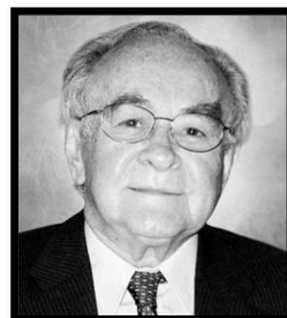
À Verdun, le 20 octobre 2018, est décédée à l'âge de 82 ans, madame Madona Boulais, épouse de feu monsieur Royal Charlebois.

Elle laisse dans le deuil ses enfants Sophie (Charles) et Patrick (Chantal), ses petits-enfants Marilou et Léo Terral ainsi que plusieurs parents et amis.

Suite à une cérémonie en sa mémoire elle fut inhumée le 20 octobre.

COOPÉRATIVE FUNÉRAIRE DU GRAND MONTRÉAL

Résidence Curé-Poirier
635, boul. Curé-Poirier Ouest
Longueuil (Québec) J4J 2H8
450 677-5203
cgrandmontreal.com



Louis O'Neill 1925 - 2018

À Québec, le 23 octobre 2018, à l'âge de 93 ans, est décédé monsieur Louis O'Neill, époux de Michèle Castonguay, fils de feu Thomas A. O'Neill et de feu Alexandrine Lafontaine. Il demeurait à Québec.

Ordonné prêtre en 1950, M. O'Neill fut successivement professeur de philosophie et d'éthique sociale au Séminaire de Québec, à l'Académie de Québec, à l'Université Nationale du Rwanda et à l'Université Laval. En 1974, il épousa Michèle Castonguay. Il fut député à l'Assemblée Nationale du Québec de 1976 à 1981 et Ministre des Affaires culturelles et des Communications dans le premier gouvernement Lévesque. Il fut également professeur émérite de théologie et de sciences religieuses de l'Université Laval.

La famille vous accueillera à la :

Maison Gomin Services commémoratifs
2026, boul. René-Lévesque Ouest, Québec, Qc, G1V 2K8

le vendredi 9 novembre 2018 de 19h à 21h. Le service religieux sera célébré le samedi 10 novembre 2018 à 14 h en l'église du Très-Saint-Sacrement, 1330, chemin Sainte-Foy, Québec, QC G1S 2N5. La famille vous y accueillera à 12h30.

Il laisse dans le deuil, outre son épouse Michèle, ses enfants : Louis-Martin (Marie-Josée Gagnon) et Marie-Élisabeth (Louis Latulippe); ses petits-enfants : Philippe, Henri, Victor et Paul; sa sœur Margaret; ses belles-sœurs de la famille Castonguay : Andrée (Michel Gauthier) et Claire ainsi que de nombreux neveux, nièces, cousins, cousines, autres parents et ami(e)s.

L'ont précédé dans une autre vie ses frères et sœurs : Ellen, James, Lawrence, Sœur Evelyn (M.I.C.), Mark, Thomas, Gerald, Edmund, Charles-Eugène, Pierre et Ann ainsi que sa belle-sœur Lise Castonguay.

La famille tient à remercier tout le personnel du Monastère des Pères du Très-Saint-Sacrement pour les bons soins prodigués.

Vos témoignages de sympathie peuvent se traduire par un don à la Fondation Lauberivière, 401, rue Saint-Paul, Québec, G1K 3X3, tél. 418-692-4248 www.lauberiviere.org

Pour renseignements : **ATHOS**

Téléphone : 418 686-8811 Télécopieur : 418 686-8813 Courriel : infomaison@athos.ca

Pour envois de messages personnalisés et / ou de fleurs ainsi que pour signer le registre à la mémoire de la personne décédée : www.lepinecloutier.com



En plus de prévenir les symptômes de sevrage, l'équipe du chercheur Olivier George a constaté qu'un traitement avec NicA2-J1 diminuait la recherche et la consommation compulsives de nicotine.

NOEL CELIS AGENCE FRANCE-PRESSE

Une enzyme pour cesser de fumer

Un groupe de chercheurs de la Californie a mis au point un traitement qui pourrait réduire considérablement les risques d'une rechute chez les fumeurs voulant en finir avec leur dépendance

PAULINE GRAVEL
LE DEVOIR

Plusieurs médicaments sont offerts sur le marché pour cesser de fumer et se libérer d'une dépendance à la nicotine, mais leur efficacité est faible, le taux de rechute atteignant 75 à 80 % après un an chez les personnes qui y ont recours. Une étude publiée dans *Science Advances* fait état du succès remporté chez l'animal d'une toute nouvelle approche faisant appel à une enzyme qui dégrade la nicotine avant qu'elle n'atteigne le cerveau. Un traitement avec cette enzyme a permis d'éliminer les symptômes de sevrage, de diminuer la dépendance et de prévenir les rechutes.

Dénommée NicA2-J1, l'enzyme en question a été extraite de la bactérie *Pseudomonas putida* qui vit sur les feuilles de tabac et se nourrit de la nicotine, qui est sa principale source d'énergie. Elle a ensuite été légèrement modifiée par les chercheurs afin d'améliorer sa puissance d'action et d'allonger sa durée de vie dans l'organisme.

L'équipe d'Olivier George du Scripps Research Institute à La Jolla, en Californie, a administré cette enzyme modifiée à des rats qui avaient développé une dépendance à la nicotine après qu'on leur eut donné la possibilité de s'autoadministrer à volonté de la nicotine pendant 12 jours, et qu'on a ensuite privés de nicotine afin de provoquer les symptômes de sevrage — semblables à ceux observés chez l'humain —, dont une élévation de la sensibilité à la douleur (hyperalgésie) et une augmentation de l'irritabilité. Les chercheurs ont alors observé que les animaux ayant été traités avec l'enzyme pendant cinq jours retrouvaient une sensibilité normale à la douleur pendant les périodes d'abstinence et présentaient beaucoup moins de comportements agressifs et de défense qu'avant le traitement et comparativement aux animaux qui n'avaient pas été traités.

Dépendance

En plus de prévenir les symptômes de sevrage, un traitement avec NicA2-J1 diminuait la recherche et la consommation compulsives de nicotine, comme l'a démontré une expérience dans laquelle les rats recevaient une décharge électrique une fois sur trois lorsqu'ils appuyaient sur le levier leur délivrant de la nicotine. « Les décharges électriques n'étaient pas dangereuses, mais plutôt désagréables, comme les colliers anti-aboiements pour les chiens, précise M. Olivier George. Ils servaient

de conséquences dissuasives, un peu comme le sont la toux, une atteinte de la fonction pulmonaire et le cancer dont risque de souffrir le fumeur s'il continue à fumer. »

« Les animaux qui étaient dépendants à la nicotine et n'avaient pas été traités avec l'enzyme continuaient à prendre de la nicotine même s'ils recevaient des décharges électriques, comme le fumeur qui continue à fumer même quand on lui a enlevé la moitié de son poumon. En revanche, les animaux qui avaient été traités avec l'enzyme diminuaient leur prise de nicotine quand ils devaient faire face à une conséquence comme la décharge électrique. Cette observation suggère que l'enzyme diminue la valeur attractive de la nicotine, diminuant du coup la motivation des animaux à aller prendre leur dose de nicotine quand ils étaient susceptibles de recevoir une conséquence désagréable. Visiblement, la nicotine ne leur procurait plus assez de plaisir pour supporter la décharge électrique. On imagine que les patients traités ne trouveraient pas leur cigarette suffisamment agréable pour continuer à fumer. Et comme ils se sentiraient mieux et n'auraient pas de symptômes de sevrage, ils n'auraient plus d'intérêt à fumer. Ils auront donc une plus grande motivation pour abandonner la nicotine », explique le neuroscientifique Olivier George.

Rechute

L'étude a également montré qu'un traitement de deux semaines avec la NicA2-J1 prévenait les rechutes induites par le stress ou une dose de nicotine. « Très souvent, un fumeur qui a cessé de fumer pendant six mois, voire un ou deux ans, rechutera après avoir consommé une seule cigarette. Le stress peut aussi entraîner une rechute », rappelle le chercheur. Deux à trois semaines après le sevrage, les animaux qui avaient été traités avec l'enzyme rechutaient moins souvent lorsqu'on leur administrait une substance induisant un état de stress ou lorsqu'on leur injectait une dose de nicotine dans le but de réveiller leur désir de nicotine. « Le traitement à l'enzyme a probablement diminué leur niveau de stress dans le cerveau, ce qui fait que quand on les stressait à nouveau, ils n'étaient pas très sensibles au stress », avance M. George.

Mécanisme d'action

Les doses d'enzyme NicA2-J1 qui sont administrées aux animaux capturent la nicotine qui circule dans le sang et la dégrade presque entièrement avant qu'elle ne rejoigne le cerveau. Entre 1 et 3 % de la nicotine absorbée atteint le cerveau. « Au tout début, on pensait que c'était un problème que l'enzyme

La dépendance à la nicotine

Lorsqu'une personne inhale la fumée d'une cigarette, la nicotine rejoint en 7 à 10 secondes le cerveau, où elle se lie à des récepteurs — présents sur des cellules nerveuses — qui sont normalement activés par l'acétylcholine, un neurotransmetteur naturel que la nicotine imite très bien. Lorsque la nicotine se fixe à ces récepteurs, appelés récepteurs nicotiques à l'acétylcholine, les cellules nerveuses libèrent de la dopamine dans le noyau accumbens qui fait partie du circuit de la récompense, d'où la sensation de satisfaction et de plaisir ressenti par le fumeur.

Quand la personne fume, la nicotine bloque les récepteurs nicotiques. Plus elle fume, plus ces récepteurs deviennent inactifs. Le cerveau essaie alors de compenser en augmentant le nombre de récepteurs. Quand la personne cesse de fumer, tous ces récepteurs redeviennent subitement actifs et disponibles pour l'acétylcholine. Et comme ils sont en très grand nombre, le cerveau devient anormalement activé par l'acétylcholine, c'est pourquoi le fumeur devient irritable, stressé et anxieux.

« Avec l'enzyme NicA2-J1, il y aura toujours une petite quantité de nicotine qui va permettre d'inactiver ces récepteurs et ainsi de prévenir les symptômes de sevrage, et aussi de restaurer des niveaux normaux de récepteurs nicotiques. C'est l'hypothèse que l'on doit tester », suggère M. Olivier George.

Les traitements actuels

Les traitements de **remplacement de la nicotine** se présentent sous forme de gommes à mâcher à la nicotine, de timbres (NicoDerm), de comprimés sublinguaux ou d'inhalateurs de nicotine. Ces substituts nicotiques diffusent de la nicotine dans l'organisme, ce qui permet d'atténuer le sevrage. Les personnes sont moins anxieuses, moins irritables, ont moins de problèmes de sommeil, mais elles ont toujours cette envie irrépressible de fumer et elles rechutent souvent.

Le bupropion (Zyban) est un antidépresseur (connu sous le nom de Welbutrin) qui permet d'atténuer les effets du sevrage, soit l'anxiété, le stress et la dépression découlant du fait que le fumeur se retrouve comme en deuil de son meilleur ami. Le bupropion diminue aussi la rechute, mais son effet par rapport au placebo est peu élevé.

La varénicline (Champix) est un agoniste partiel des récepteurs nicotiques du cerveau. Elle mime la fonction de la nicotine, mais son effet est moitié moins puissant que celui de la nicotine. Elle réduit la dépendance et le sevrage. Mais comme elle change le fonctionnement du cerveau, elle peut donc induire la dépression et des pensées suicidaires.

Le fumeur peut bien aller s'acheter un nouveau paquet de vraies cigarettes, ça ne changera rien, car l'enzyme va détruire presque toute la nicotine que contiennent ces cigarettes

OLIVIER GEORGE



ne dégrade pas complètement la nicotine. Maintenant, on croit que c'est la solution. On pensait que, parce qu'il restait un peu de nicotine, la personne continuerait alors à fumer, car au début, nos rats continuent à prendre de la nicotine, sauf qu'en fait, après un certain temps, ils se rendent compte que ça ne vaut pas tellement le coup. La quantité de nicotine est tellement faible qu'ils deviennent moins dépendants. Et en même temps, cette petite quantité de nicotine est suffisante pour éliminer les symptômes du sevrage. Cela se passe comme ça chez l'humain. Quand les fumeurs arrêtent de fumer, ils ne se sentent pas très bien, ils sont stressés et anxieux. Quand vous leur donnez une cigarette sans nicotine, d'un coup ils vont mieux, car en fait ces cigarettes ont un très faible niveau de nicotine qui est suffisant pour bloquer une bonne partie des symptômes de sevrage. Mais les fumeurs n'aiment pas ces cigarettes et vont rapidement racheter de vraies cigarettes. L'avantage de l'enzyme est qu'elle reste active dans l'organisme pendant plusieurs jours. Le fumeur peut bien aller s'acheter un nouveau paquet de vraies cigarettes, ça ne changera rien, car l'enzyme va détruire presque toute la nicotine que contiennent ces cigarettes », explique le chercheur.

« La nicotine résiduelle qui n'aura pas été dégradée par l'enzyme va inactiver les récepteurs nicotiques dans le cerveau, permettant ainsi d'éliminer les symptômes de sevrage. Les personnes traitées avec l'enzyme se sentiront alors moins irritables, moins anxieuses, moins stressées et moins en manque. Peu à peu, elles se rendront compte que fumer ne présente plus d'avantages. Elles réaliseront que les cigarettes ne sont plus vraiment réconfortantes, elles ne procurent plus autant de plaisir, et qu'en plus, elles sont responsables de leur toux et de leur mauvaise odeur. Ainsi, progressivement, elles devraient cesser de fumer, prévoit M. George. On espère qu'ainsi, le fumeur arrivera à réapprendre que l'acte de prendre de la nicotine n'est pas nécessairement associé à l'effet de la nicotine. »

Chose certaine, étant donné que « l'enzyme n'entre pas dans le cerveau, elle ne modifie donc pas la façon dont le cerveau fonctionne, il n'y a donc pas d'effets secondaires. Ce qui est un grand avantage » par rapport aux traitements actuels, fait remarquer Olivier George qui espère tester la NicA2-J1 chez l'humain. « Ne manque que l'argent pour lancer des essais cliniques sur l'humain. On est en contact avec des compagnies pharmaceutiques, mais on n'a pas encore signé de contrat », dit-il.

III CHURCHILL FALLS

Un contrat est un contrat

Malgré ce qu'on aime croire dans bien des recoins du Canada, Terre-Neuve-et-Labrador n'a pas été floué par Hydro-Québec au moment de signer le contrat qui a permis la construction de la centrale hydroélectrique de Churchill Falls. En fait, n'eussent été les garanties offertes par la société d'État québécoise à l'époque, ce barrage n'aurait pas vu le jour.

MANON CORNELLIER



Pour assurer la viabilité du projet, il lui faut trouver des clients capables de garantir l'achat à long terme de grandes quantités d'électricité et de les acheminer vers les marchés.

Hydro-Québec est le partenaire tout désigné. Mais il faut la convaincre, car elle peut développer ses propres projets. Après des années de négociations serrées, la société québécoise accepte de garantir les dépassements de coûts des travaux et s'engage à acheter, indépendamment de ses besoins, une quantité établie d'électricité.

En échange de cette importante prise de risque, Hydro-Québec veut un contrat à long terme et des prix fixes établis en fonction des coûts de construction. CFLCo acquiesce et est du coup capable d'obtenir les prêts dont elle a besoin pour aller de l'avant. Quand le contrat prendra fin en 2041, CFLCo, maintenant société d'État, sera seule propriétaire et bénéficiaire de l'infrastructure évaluée à environ 20 milliards.

Le litige tranché vendredi ne portait pas sur le fond du contrat. Après tout, CFLCo a obtenu tout ce qu'elle cherchait à obtenir au moment de la signature. Comme cela fut le cas dans d'autres recours, l'enjeu n'était rien d'autre que le partage des profits tirés par Hydro-Québec grâce au faramineux écart entre le prix d'achat et le prix de vente des MW/h de Churchill Falls.

Personne n'avait anticipé pareil scénario quand la société québécoise avait accepté d'assumer l'impact de la fluctuation des prix, mais les crises du pétrole, la perte de confiance dans le nucléaire, l'amélioration des technologies de transport et l'ouverture du marché américain ont provoqué une flambée des prix.

CFLCo estime que ces bouleversements imprévus du marché ont brisé l'équilibre du contrat original, que la collaboration implicite attendue au sein de ce qu'elle appelle une coentreprise imposait à Hydro-Québec d'en revoir les termes, tout comme son obligation en droit civil de faire preuve de bonne foi et d'équité en matière de contrat.

Aucun des arguments de l'entreprise n'a trouvé grâce aux yeux de la majorité des juges. Selon eux, il ne s'agit pas d'une coentreprise et l'équilibre du contrat n'a pas été brisé puisqu'il ne reposait pas sur la valeur marchande. En invoquant le caractère imprévisible du marché pour justifier sa requête, CFLCo a cherché à faire jouer un principe qu'on ne trouve pas dans le Code civil du Québec, soit celui de l'imprévisibilité. Le Code parle de bonne foi et d'équité, mais en profitant du marché, Hydro-Québec n'a pas lésé CFLCo.

Les juges ne pouvaient souscrire à la thèse de l'entreprise terre-neuvienne sans introduire indirectement dans le Code civil une notion que le législateur québécois a rejetée. Quant à la bonne foi, disent-ils, qui « n'est synonyme ni de charité, ni de justice distributive, les tribunaux ne peuvent l'invoquer pour ordonner un partage de profits par ailleurs honnêtement gagnés ».

Le fait que seul le juge terre-neuvien, Malcolm Rowe, soit dissident n'aidera pas à calmer ceux qui sont convaincus que le Québec a piégé Terre-Neuve dans cette affaire. L'exposé des faits a par contre le mérite de remettre les pendules à l'heure et d'ébranler cette légende qui a trop souvent empoisonné les relations entre TNL et le Québec.

Il est temps de passer à autre chose. Comme l'a dit le premier ministre de TNL, Dwight Ball, « le passé est le passé » et 2041 n'est plus très loin.

Les débuts d'un premier ministre
François Legault rencontre Andrew Scheer et Régis Labeaume

LETTRES

Ceci n'est pas un exercice

Fidèles à nous-mêmes, nous retournons tranquillement dans notre léthargie rythmée par notre travail, la routine, nos divertissements et surtout la fraîcheur de l'automne. Et pourtant, la sonnette d'alarme a bel et bien été tirée. Tous les indicateurs pointent dans la même direction, tous les scientifiques ou, en tout cas, une bonne majorité, l'affirment maintenant avec force. Nous devons agir tout de suite, pas demain, pas l'an prochain, tout de suite. Il est temps, aujourd'hui, de faire face à notre nouvelle réalité et de s'armer de courage et de persévérance. C'est notre devoir le plus sacré.

Nous devons tous ensemble et, je le répète, tous ensemble, mener ce combat titanesque qui est là devant nous. Tous ensemble, nous devons le gagner, car sinon c'est tous ensemble que nous allons perdre. Tout perdre. Il n'est pas trop tard. La lutte sera bien difficile et nous devons sacrifier beaucoup de ce confort qui nous est cher. Ce confort est insoutenable et la majorité des Terriens n'y ont pas accès. Nous devons exiger de nos gouvernants des actions concrètes,

immédiates et audacieuses. Nous devons entreprendre la décroissance de notre mode de vie et accepter dès maintenant que notre existence ne puisse plus être ce qu'elle était. C'est ce prix que nous devons payer si nous voulons avoir le privilège de voir grandir nos enfants dans un monde potable.

Il paraît que devant le péril et le danger imminent, l'esprit humain est capable d'accomplir des miracles. Prouvons-le, car l'imminence du danger est prouvée. Debout. Et marchons nombreux le 10 novembre à 14 h. Exigeons un changement radical. Maintenant. Sébastien Dodge, citoyen
Montréal, le 31 octobre 2018

Churchill Falls

Je viens de lire le résumé de la décision de la Cour suprême concernant la nième poursuite de Terre-Neuve contre Hydro-Québec. Je comprends très bien la frustration des gens de Terre-Neuve qui doit se comparer à la nôtre lors de la décision du conseil privé de Londres concernant la frontière du Labrador, décision rendue en 1927.

Ne serait-il pas temps de régler honorablement ces deux contentieux par une ronde de négociation? La conjoncture pourrait jouer en notre faveur. Terre-Neuve est en

mauvaise posture financière avec son projet de barrage de Muskrat Falls, dont les coûts sont ruineux pour cette province. Il ne s'agit pas de profiter de la situation, mais de proposer une entente sinon cordiale, à tout le moins honnête et tenant compte des réclamations de chacune des parties.

Comme dirait un certain général de Gaulle, vaste programme, mais sait-on jamais.
Jacques Bélanger
Brossard, le 2 novembre 2018

Séance gratuite avec une voyante

Est-ce que vous recevez régulièrement tout comme moi des appels téléphoniques pour vous dire que vous avez gagné, sans avoir participé à quelque concours que ce soit, une séance gratuite avec une voyante?

Chaque fois que je reçois cette offre, je réponds à la dame qui m'annonce la bonne nouvelle que, si sa voyante est une vraie voyante, elle aurait bien vu que cette offre ne m'intéresse aucunement et qu'il est inutile de me l'offrir. En général, la personne raccroche tout de suite...

Pierre Lincourt
Chicoutimi, le 1^{er} novembre 2018

LIBRE OPINION

L'intégration des nouveaux arrivants n'est pas l'échec que l'on dit

Gérard Deschênes

Président du CA
Maison internationale de la Rive-Sud

L'élection d'un gouvernement de la Coalition avenir Québec (CAQ) provoque une certaine inquiétude quant à la politique d'immigration qui sera adoptée. Pendant la campagne électorale, le discours sur l'immigration fut rarement positif. François Legault, maintenant premier ministre, a martelé que l'intégration des immigrants était un échec et qu'en conséquence il faudrait en accueillir moins, mais en prendre soin.

Dans les propos du chef de la CAQ, nous pouvions déceler un début de programme politique centré sur l'accès à l'emploi, la maîtrise du français et la connaissance des valeurs dites québécoises. Il faut saluer cette ouverture, car il existe encore bien des écueils à l'intégration des nouveaux arrivants, principalement en ce qui concerne l'emploi et la francisation. Quant à la connaissance des valeurs québécoises, c'est un tout autre sujet.

La difficulté lorsque l'on parle

d'intégration des immigrants, c'est d'avoir une conception commune de ce concept, ce qui est loin d'être évident. Les organismes en immigration regroupés autour de la Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes (TCRI) ont proposé, il y a déjà quelque temps, une vision de l'intégration qui peut être utile à nos réflexions.

Selon le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion du Québec (MIDI), l'intégration est un processus complexe par lequel une personne réfugiée ou immigrante en vient à participer pleinement à sa société d'accueil et à s'épanouir selon son potentiel et ses aspirations, arrivant ainsi à prendre part activement à la vie québécoise dans le respect du cadre civique commun. L'intégration réussie sera donc le résultat d'une démarche qui relève de la responsabilité première de l'immigrant, une démarche soutenue efficacement par sa société d'accueil. Comme le dit si justement l'écrivain Marco Micone, il

y a deux sortes d'immigrants : ceux qui sont intégrés et ceux qui sont en voie de l'être.

Projet multidimensionnel

Comment la personne immigrante et la société d'accueil peuvent-elles se faire une idée du degré d'intégration atteint? Les experts de la TCRI proposent un outil intéressant qui s'appuie sur des indicateurs que l'on peut énoncer ainsi : la personne immigrante ayant atteint un niveau d'intégration avancé...

utilise les mêmes services et bénéficie des mêmes droits que l'ensemble des citoyens ; communique dans la langue commune du Québec, le français ; occupe un emploi de qualité relié à ses compétences et à ses acquis ; s'implique dans la vie citoyenne et démocratique de son milieu ; développe et renforce ses talents et améliore ses conditions de vie individuelles ; se sent acceptée et reconnue par la société d'accueil ; éprouve un sentiment d'inclusion et d'appartenance à sa société d'accueil.

Cette vision multidimension-

nelle de l'intégration repose sur quelques principes fondamentaux à respecter. Par exemple : l'intégration est d'abord une démarche individuelle : plusieurs facteurs personnels vont l'influencer, comme le sexe de la personne, son âge, son statut civil, sa situation familiale, son niveau de santé, sa classe sociale d'appartenance, sa formation, son parcours migratoire (réfugié, demandeur d'asile, immigrant économique, regroupement familial), les drames personnels vécus, ses convictions religieuses et politiques, sa personnalité, etc. ;

la personne immigrante a droit au respect de sa liberté individuelle : elle doit pouvoir choisir son niveau de participation aux différentes sphères de la vie sociale comme tout autre membre de la société ; elle doit pouvoir participer à la vie sociale comme elle l'entend, et ce, sans contrainte ; en contrepartie, elle a aussi l'obligation morale de s'engager dans son projet d'intégration, de faire sa place dans sa société d'accueil ; l'intégration n'est pas l'assimilation : le Québec est une société

très diversifiée du point de vue ethnique, culturel et religieux où il existe plusieurs manières d'être et de se comporter ; tout en s'intégrant, la personne immigrante peut rester elle-même, parler sa langue, manifester sa culture, pratiquer sa religion, etc. ; par contre, la société québécoise s'attend à ce que les nouveaux arrivants reconnaissent, acceptent et enrichissent la convergence sociale et culturelle québécoise qui la différencie du reste du Canada.

Cette approche holistique de l'intégration invite les gouvernements, les municipalités, les employeurs, les organismes, les partenaires sociaux et tous les membres de la communauté d'accueil à proposer aux nouveaux arrivants des programmes et des activités diversifiés qui les aideront à prendre en charge la réussite la plus parfaite possible de leur intégration à leur nouveau milieu de vie. Avec autant de facettes de l'intégration, il y a de la place pour la contribution originale de tous.

Au Québec (et au Canada), l'intégration des nouveaux arrivants n'est pas l'échec que l'on dit. Des centaines de milliers d'immigrants établis chez nous depuis toutes ces années peuvent en témoigner. Le gouvernement nouvellement élu doit bien sûr faire encore mieux pour offrir aux personnes immigrantes et réfugiées les aides nécessaires à la réussite de leur intégration, et ce, dans toutes ses dimensions, et non uniquement celles concernant l'accès à l'emploi et la maîtrise du français, si importantes soient-elles.

Directeur de l'information Florent Daudens
Adjoint Paul Cauchon, Véronique Chagnon,
Valérie Duhaime, Louis Gagné

Adjoint Jean-François Nadeau,
Dominique Reny, Louise-Maude Rioux Soucy
Directeur de la production Christian Goulet

On aime le Canada, mais...

Frédéric Gagnon
Christophe Cloutier-Roy
Respectivement titulaire
de la Chaire Raoul-Dandurand
et chercheur à l'Observatoire
sur les États-Unis de l'UQAM

Depuis l'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche, Ottawa et Québec se sont montrés rassurants quant à l'avenir de la relation canado-américaine. Justin Trudeau a dit pouvoir s'entendre avec le président, tandis que Québec a raffermi ses liens avec des gouverneurs d'États qui affirment avoir l'oreille de ce dernier. Notre récente tournée de dix États américains à l'approche des élections de mi-mandat révèle toutefois que l'irritation de Trump à l'égard du voisin du Nord est plus répandue qu'on pourrait le croire. On aime certes le Canada, mais on doute plus qu'avant du bien-fondé de la relation canado-américaine.

Parcourant le Maine, le Vermont, le New Hampshire, New York, le Minnesota, le Wisconsin, l'Illinois, l'Ohio, l'Indiana et le Michigan, nous nous sommes entretenus avec des équipes de campagne républicaines et démocrates, des journalistes, des lobbyistes et des membres de groupes d'intérêts et de syndicats. Nous leur avons posé au moins deux questions: quelle est votre perception du Canada et du Québec? Quels enjeux canado-américains retiennent votre attention en vue du 6 novembre?

Comme en 2014, quand nous avons réalisé un exercice semblable, les interlocuteurs républicains ont insisté sur l'importance du commerce canado-américain. Leur discours a toutefois changé et il n'est plus rare qu'ils fassent écho au nationalisme économique de Trump. Au Minnesota, un haut placé du parti a souligné l'importance des tarifs sur l'acier pour « ramener de bons emplois » au nord de l'État. « Nous aimons le Canada et nous ciblons avant tout la Chine, mais tant mieux si des emplois sont créés aux États-Unis plutôt qu'au nord de la frontière », nous confiait notre interlocuteur. Rappelant la tendance de Trump à définir le commerce comme un jeu à somme nulle, ce républicain souhaitait ainsi revoir une relation que le Canada ne peut plus tenir pour acquise. Même son de cloche du côté du Maine, où un haut placé du parti et un candidat républicain ont critiqué les subventions canadiennes à l'industrie du bois d'œuvre ainsi que les « réglementations permissives du Ca-



Donald Trump et Justin Trudeau. Le premier ministre canadien affirme pouvoir s'entendre avec le chef d'État américain.

LEON NEAL GETTY IMAGES AGENCE FRANCE-PRESSE

nada sur la pêche du homard », lesquelles nuiraient aux pêcheurs du Pine Tree State.

Pas plus rose chez les bleus

Le Canada et le Québec n'étaient pas plus populaires auprès des démocrates que nous avons rencontrés. Au Wisconsin, un haut placé du parti a fait écho à Trump en affirmant que les subventions canadiennes sur le lait auraient contribué aux difficultés de l'industrie laitière, prédominante dans cet État. Ce n'est pas un hasard si la sénatrice démocrate Tammy Baldwin, en réélection cette année, critique spécifiquement le Canada dans le dépliant que ses bénévoles distribuent aux électeurs. À Columbus, en Ohio, des lobbyistes nous ont dit que le libre-échange avec la Canada et le Mexique continue d'avoir très mauvaise réputation auprès des syndicats. Il n'est donc pas surprenant que le sénateur démocrate de cet État, Sherrod Brown, connu pour son protectionnisme, ait appuyé les tarifs sur l'acier et l'aluminium décrétés par Trump. Au Michigan, les groupes environnementalistes se mobilisent contre la reconstruction de la Line 5, un oléoduc de la compagnie Enbridge qui achemine du pétrole de l'Alberta jusqu'aux raffineries ontariennes. Des membres de la centrale syndicale AFL-CIO nous ont confié que la reconstruction de cette ligne est impopulaire dans le Wolverine State, où les habitants ont l'impression de de-

voir assumer les risques liés au transport de « pétrole canadien ». Dans le Maine, le projet NECEC, qui doit permettre à Hydro-Québec d'exporter de l'électricité vers le Massachusetts, est populaire chez les démocrates et les groupes environnementalistes. Une chercheuse travaillant pour un de ces groupes nous a pris par surprise en émettant l'hypothèse que ce projet forcera de nombreux Québécois à se tourner vers le charbon.

Cette affirmation inusitée peut sembler anecdotique, mais elle s'ajoute à une longue liste de commentaires négatifs et de perceptions erronées que nous avons entendus à propos du Canada et du Québec. Nos interlocuteurs avaient également de bons mots pour nous, saluant le tourisme en provenance du Canada ou encore la légalisation de la marijuana. Le ton a toutefois changé depuis l'arrivée de Trump au pouvoir: l'attitude hostile du président à l'égard du Canada semble s'enraciner lentement, mais sûrement, ailleurs qu'à la Maison-Blanche. Cette situation témoigne des défis qui attendent Justin Trudeau et François Legault au lendemain des élections américaines de mardi et illustre l'importance du travail des représentants canadiens et québécois en sol américain. Elle prouve, en outre, qu'il est impératif de garder l'œil sur les évolutions politiques de ce pays, pour voir si l'assombrissement des deux dernières années est passager ou non.

sieurs égards de celui qu'on retrouve en Russie ou en Turquie. Enfin, on ne peut négliger la pression qu'exerce sur les gouvernements en France, en Finlande et en Suède la popularité grandissante des partis d'extrême droite.

Et chez nous ?

En Amérique du Nord, nous semblons loin de telles dérives. Vraiment? Pensons à la facilité avec laquelle le gouvernement Trump impose sa volonté mois après mois, même s'il a subi quelques revers. Fin octobre, Trump laissait entendre qu'il pourrait se passer du Congrès et agir par décrets au sujet de l'immigration si les démocrates continuaient de freiner son action. Plus près de nous, le premier ministre de l'Ontario, Doug Ford, a recours à une violente rhétorique pour dénoncer le pouvoir des juges qui ne sont pas élus, comme lui l'a été, mais nommés et qui selon lui sont au service d'un programme gauchiste.

Est-ce que ces menaces pour l'État de droit pèsent aussi sur le Québec? Nous avons vécu certaines périodes très autoritaires. Rien n'empêche que nous en subissons d'autres. La population connaît mal les institutions nécessaires au bon fonctionnement de la démocratie et de l'État de droit, ce qui les rend vulnérables. En effet, tout affaiblissement de celles-ci — par exemple par la diminution de leur budget ou de leur personnel — risque de passer inaperçu. Il en va de même pour le rôle fondamental joué par les acteurs de la société civile, comme les organismes communautaires et les organisations de défense des droits, qui représentent des contre-pouvoirs cruciaux, mais là encore méconnus et sous-financés. La tragédie du Brésil n'a rien à voir avec notre propre situation. Il serait par contre naïf de nous croire à l'abri d'une érosion rapide de l'État de droit: nous devons prendre conscience ici et maintenant de ce qu'il faut promouvoir pour le préserver. N'attendons pas le pire pour réagir. Il pourrait advenir bien plus tôt que prévu.

Son excellence

KONRAD YAKABUSKI



Si on cherchait des arguments pour remettre en question l'existence même de l'institution du gouverneur général du Canada, on ne devrait pas regarder plus loin que la récente série de nouvelles concernant les détentrices actuelle et ancienne de ce poste symbolique.

La révélation cette semaine par Postmedia que l'ancienne gouverneure générale Adrienne Clarkson a facturé au moins 1,1 million de dollars aux contribuables canadiens depuis qu'elle a quitté ses fonctions en 2005 en a fait sourciller plusieurs. En effet, peu de Canadiens savaient que, dans le cadre d'un programme mis en place en 1979, un ancien gouverneur général bénéficiait d'un financement à vie pour les frais de bureau et de déplacement reliés à son ancien poste. On lui demande simplement que ses frais soient « raisonnables et justifiés », sans pour autant permettre aux contribuables de décider eux-mêmes de la pertinence de telles dépenses en fournissant un minimum de transparence. Impossible, donc, de savoir pourquoi exactement M^{me} Clarkson a dépensé plus de 100 000 \$ pour des activités liées à ses anciennes fonctions durant au moins 9 des 13 années ayant suivi son départ de Rideau Hall.

Le premier ministre Justin Trudeau a vite cherché à remettre les pendules à l'heure en promettant de réexaminer ce programme fédéral pour déterminer les « meilleures pratiques » dans l'avenir. Mais les Canadiens ne devraient pas compter sur lui pour proposer une réforme plus en profondeur de cette institution qui inspire l'indifférence totale chez une majorité de la population. Triste réalité, le Canada vit une espèce de paralysie constitutionnelle lorsqu'il est question de la modernisation de nos institutions fondamentales. C'est ainsi que l'on est pris avec un Sénat en manque de raison d'être et de légitimité en 2018 sans qu'on puisse tenir le moindre débat sur son avenir, tellement les Canadiens n'en peuvent plus d'en entendre parler.

Triste réalité, le Canada vit une espèce de paralysie constitutionnelle lorsqu'il est question de la modernisation de nos institutions fondamentales

Si l'image de l'institution du gouverneur général a été moins dégradée au fil des ans dans l'esprit des Canadiens, l'actuelle représentante de la reine Élisabeth II au Canada n'a pas exactement contribué à son amélioration depuis qu'elle est entrée en fonction il y a un peu plus d'un an maintenant. Le gouvernement Trudeau n'était pas fier d'annoncer la nomination de l'ex-astronaute Julie Payette pour succéder à David Johnston en 2017. Mais force est de constater que sa première année en fonction ne passera pas à l'histoire.

Quand elle n'était pas parfaitement invisible, M^{me} Payette faisait les manchettes pour avoir réussi à se mettre à dos tous ceux qui sont normalement portés à montrer une obéissance totale envers celui ou celle qui occupe le poste du vice-monarque. Des institutions caritatives qui ont toujours compté sur le gouverneur général pour porter leur cause ont été laissées à elles-mêmes pendant que M^{me} Payette décidait si elle voulait s'y associer — comme s'il s'agissait d'un véritable choix. Les exemples des médailles du Gouverneur général envoyées aux récipiendaires par la poste au lieu de leur être remises en personne sont revenus hanter M^{me} Payette. La sanction royale d'un projet de loi — fonction fondamentale du gouverneur général s'il en est — aurait même nécessité l'intervention du greffier du Conseil privé pour que M^{me} Payette accepte de modifier son horaire pour poser sa signature sur ladite législation.

Un sondage de l'Institut Angus Reid publié le mois dernier a révélé qu'une majorité de Canadiens, soit 57 %, étaient incapables de dire si M^{me} Payette avait fait un bon ou un mauvais travail durant sa première année en poste. Ceux qui avaient une opinion sur la question se divisaient sur les lignes partisanes, les conservateurs étant plus portés, à 41 %, à dire qu'elle avait fait un mauvais travail. Angus Reid a surtout souligné l'indifférence de la population envers cette question, notant que le sujet du gouverneur général figurait en bas de l'échelle, selon l'indice d'engagement ARI. Alors que les médias canadiens conjecturaient sur l'avenir de M^{me} Payette, le *National Post* laissant même entendre qu'elle était en train de négocier son départ avec le bureau du premier ministre, l'indifférence des Canadiens semble offrir à la gouverneure générale l'occasion de se remettre de ses erreurs.

M^{me} Payette est revenue au pays cette semaine après un voyage en Afrique qu'elle aurait effectué, selon son bureau, « à la demande du très honorable Justin Trudeau ». Pourquoi ce périple, qui a amené la gouverneure générale au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire et au Nigeria entre le 23 et le 30 octobre, alors qu'elle n'avait même pas encore trouvé le temps de visiter le Manitoba depuis son entrée en fonction? Y aurait-il un lien avec la campagne du gouvernement Trudeau en vue de gagner un siège au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies en 2020?

Espérons que les Africains ont aimé la présence de notre gouverneure générale plus que les Canadiens semblent le faire lorsqu'elle est chez elle.

Quel avenir pour l'État de droit ?

Christian Nadeau
Philosophe, Université de Montréal, et
président de la Ligue des droits et libertés

L'élection présidentielle remportée le 28 octobre au Brésil par le candidat de l'extrême droite, Jair Bolsonaro, laisse présager le pire pour les institutions garantissant l'État de droit dans ce pays. Cela est d'autant plus inquiétant qu'on ne peut pas accuser la passivité de l'électorat — le taux de participation était particulièrement élevé, près de 80 % — ni l'absence d'opposition sérieuse. Si le pays est bel et bien divisé entre partisans et adversaires de Bolsonaro, il ne s'agit plus d'un simple affrontement entre gauche et droite, mais entre démocratie et fascisme.

Bolsonaro a proclamé à de nombreuses reprises ses opinions racistes et homophobes. Sa garde rapprochée, comme le général Hamilton Mourao, n'a jamais caché son mépris pour les droits et libertés civiles. Par prudence et par calcul, Bolsonaro a affirmé dès l'annonce des résultats qu'il respecterait l'État de droit. On peut se montrer sceptique étant donné la liste de ses déclarations passées. Son arrivée au pouvoir menace non seulement les libertés civiles, mais l'ensemble des protections sociales dont dispose la population, puisque Bolsonaro a clairement affiché ses intentions de réformer de fond en comble l'État social brésilien. Nous pouvons craindre le pire aussi pour les vastes forêts de l'Amazonie, convoitées par l'insatiable industrie agroalimentaire. Le meilleur moyen de constater l'interdépen-

dance des droits est de voir la manière dont les gouvernements autoritaires s'y prennent pour les abolir.

Ailleurs dans le monde

Le même scénario se vérifie ailleurs dans le monde. L'Europe, qui a pourtant connu les dictatures, voit s'accumuler les succès électoraux de formations proches de l'extrême droite ou se réclamant de méthodes autoritaristes. En Italie, la présence de Matteo Salvini au sein du gouvernement Conte comme ministre de l'Intérieur et vice-président du Conseil lui permet de multiplier les annonces visant les personnes migrantes. En Autriche, le Parti de la liberté d'Autriche (FPÖ), créé en 1956 et rassemblant au départ d'anciens nazis, a policé son discours pour le rendre plus acceptable, ce qui lui a assuré aujourd'hui une participation au gouvernement avec la droite. En Hongrie, si le Jobbik, le parti d'extrême droite, fait face au tout-puissant Fidesz de Victor Orban, ce dernier n'en attaque pas moins régulièrement les libertés civiles, comme la liberté d'association, l'indépendance de la justice, et s'en prend lui aussi aux personnes migrantes, qu'il juge responsables de tous les maux de l'Europe. En Pologne, on constate la même volonté de subordonner le pouvoir judiciaire au pouvoir exécutif.

Certes, la Hongrie et la Pologne ne sont pas des États soumis à des dictatures, mais les gouvernements de droite qui les dirigent n'hésitent pas à justifier des pratiques très autoritaires par des valeurs très conservatrices, tout en utilisant les ressources de la démocratie comme instrument de légitimation. Ce modèle est proche à plu-

Écrivez-nous !

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs. Nous vous demandons de limiter votre contribution à 5000 caractères, espaces compris, soit environ 550 mots. Envoyez-nous vos textes à redaction@ledevoir.com. Nous communiquerons avec les auteurs dont les textes seront retenus.

SECTION SPÉCIALE

Développement durable

La forêt boréale s'invite dans le Vieux-Montréal



La forêt boréale et la vie qui l'anime... au cœur de la ville. C'est ce que propose Greenpeace samedi, de 20 h à 21 h, par une projection murale sur la façade du Centre d'histoire de Montréal dans le cadre de la Journée internationale d'action pour la forêt boréale. Cette projection interactive créée par Hub Studio sera narrée par les acteurs Charlotte Aubin et Marc-André Grondin. Les spectateurs pourront, par leurs mouvements, y influencer le mouvement des aurores boréales. « Nous espérons ainsi faire comprendre au public que ses actions concrètes peuvent elles aussi avoir un grand impact sur l'environnement et sur la protection de la forêt boréale », fait valoir Philippa Duchastel de Montrouge, responsable de la campagne Forêt à Greenpeace.

GREENPEACE

La (seconde) vie secrète des bicyclettes

20 ans de remise en état de vieux vélos chez Cyclo Nord-Sud

Il n'y a pas que de rutilantes voitures américaines rescapées des années 1950 qui roulent sur les routes touristiques de Cuba. De vieux vélos retapés à Montréal permettent aussi à des Cubains de sillonner les routes de campagne de l'île pour aller travailler dans les champs ou dans les ateliers de leurs villages.

SIMON VAN VLIET
Collaboration spéciale

L'Universidad Central Marta Abreu de Las Villas à Santa Clara est l'un des nombreux partenaires du Sud global qui redistribuent localement des vélos remis à neuf par Cyclo Nord-Sud.

« Toute ma famille utilise aussi le vélo », dit l'un des bénéficiaires de ce projet, Marcel Dita Duran, dans le cadre de l'exposition *Histoires de vélos* qui sera présentée à la Maison du développement durable à compter du 8 novembre. « Notre vie s'est beaucoup améliorée: nous n'avons plus besoin de payer pour d'autres moyens de transport, il est facile de nous déplacer et de faire les courses. »

L'exposition est le fruit d'un travail réalisé par Mikaël Theimer. Le photographe a accompagné l'équipe

de Cyclo Nord-Sud dans les Antilles (Cuba, Haïti) ainsi qu'en Afrique de l'Ouest (Togo, Ghana, Burkina Faso) pour dresser un portrait des visages de ceux et celles qui font tourner cette grande chaîne de solidarité internationale depuis près de 20 ans.

Récupération solidaire

Fondé par la militante cycliste Claire Morissette en 1999, Cyclo Nord-Sud a permis de mettre sur les routes du Sud plus de 56 000 vélos récupérés dans le Nord. Pionnière du vélo urbain (et de l'autopartage), Claire Morissette a eu « une vision précurseuse » du mouvement du réemploi, ou *upcycling*, souligne Agnès Rakoto, coordonnatrice aux communications et au marketing chez Cyclo Nord-Sud.

« On pourrait vraiment aller encore plus loin dans la récupération »

En misant sur la remise en circulation de vieux vélos, Cyclo Nord-Sud a mis en avant une approche d'économie circulaire qui gagne en popularité depuis quelques années. Bien avant que le réemploi ne se hisse au sommet de la hiérarchie du 3R-V (réduire, réemployer, recycler, valoriser), Claire Morissette avait déjà compris que la remise à neuf de

vieux vélos d'ici pouvait servir de levier de développement ailleurs.

« Au Québec, on se départ très rapidement de nos vélos », constate la coordonnatrice générale de Cyclo Nord-Sud, Charlotte Cordier. Selon Vélo Québec, il se vend environ 600 000 vélos neufs au Québec chaque année, mais il est difficile de savoir combien de vélos finissent à la ferraille.

Rien ne se perd !

Récupérés auprès de donateurs du Nord, quelques milliers de vélos sont retapés par des bénévoles à Montréal et envoyés par conteneur aux partenaires du Sud. « Il n'y a rien qui se perd », indique Charlotte Cordier. Elle explique que le caoutchouc des pneus et des chambres à air est recyclé par le Consortium Écho-Logique, une entreprise d'économie sociale qui assure également la gestion et la récupération des matières résiduelles lors d'événements culturels, sportifs ou organisés par des entreprises. Le métal des pièces abimées est quant à lui récupéré par un ferrailleur.

« On pourrait vraiment aller encore plus loin dans la récupération », estime la coordonnatrice générale de Cyclo Nord-Sud. Elle souligne que les bénévoles de Cyclo Nord-Sud ne sont pas outillés pour faire de la soudure et que les cadres endommagés sont donc envoyés au recyclage plutôt que d'être réparés.

UDES

MON UNIVERSITÉ
À LONGUEUIL

CRÉER UNE SOCIÉTÉ PLUS RESPONSABLE



SÉANCE D'INFORMATION
21 novembre à 12 h 15, en ligne

Formation continue en environnement et développement durable

- Maîtrise, DESS, microprogrammes et séminaires
- Cours offerts le jour, le soir et le samedi
- Plusieurs cours offerts à distance

USherbrooke.ca/environnement/formation-continue

UNIVERSITÉ DE
SHERBROOKE

CONCORDIA



DES VILLES
NOUVELLE GÉNÉRATION

CONCORDIA.CA/VILLES

UNIVERSITÉ
Concordia
UNIVERSITY

DÉVELOPPEMENT DURABLE



Kevin Luis Sirva Gonzalez, 13 ans, est élève en huitième année au lycée Capitan San Luis. «J'habite à 2 km de l'école, dit-il. Avant, j'allais à pied à l'école et je me sentais très fatigué. Quelquefois, j'arrivais en retard et je ne pouvais pas déjeuner. Le vélo m'a permis d'arriver plus tôt à l'école, moins fatigué. J'ai plus de temps pour faire mes devoirs.»



Les jeunes du village de Foguégué doivent parcourir plus de 7 kilomètres pour se rendre au collège d'enseignement général de Tovegan, où ils étudient. Les vélos que leur a distribués Écho de la Jeunesse, en collaboration avec Cyclo Nord-Sud, leur permettent de diviser par deux leur temps de déplacement.

PHOTOS MIKAËL THEIMER

Reste que la remise en état de vieux vélos permet d'éviter, année après année, que des centaines d'entre eux ne finissent leur vie chez des ferrailleurs.

Développement durable: le cycle vertueux

«Les conséquences de cette valorisation des vieux vélos sont internationales», fait par ailleurs valoir Charlotte Cordier. En plus d'éviter d'encombrer les centres de tri québécois, déjà aux prises avec une importante crise, celle-ci devient «un vecteur de changement, de développement [et] d'autonomisation» pour les bénéficiaires du Sud, soutient Agnès Rakotto.

Les portraits réalisés par Mikaël Thiemer dans le cadre de l'exposition *Histoires de vélos* illustrent le «sentiment de travailler ensemble» qui lie, du Nord au Sud, les bénévoles, les partenaires et les bénéficiaires dans

le grand cycle vertueux du développement durable, expliquait d'ailleurs le photographe au vernissage de l'exposition l'an dernier.

Alors qu'on assiste à l'émergence du mouvement «zéro déchet», qui vise à limiter le gaspillage dans le quotidien, il existe aussi depuis longtemps des exemples concrets d'actions locales de valorisation qui peuvent avoir des impacts à l'échelle globale. L'exposition sur Cyclo Nord-Sud, à l'affiche jusqu'au 28 novembre, montre comment un outil de transport durable comme le vélo peut devenir un levier de développement durable.

Cyclo Nord-Sud vient tout juste d'inaugurer un atelier «vélorutionnaire» dans le quartier Saint-Michel. L'espace communautaire permet aux résidents de remettre leurs vélos sur leurs roues grâce à l'aide d'animateurs. 7501 rue François-Perrault, Montréal

Cette section spéciale a été produite par l'équipe des publications spéciales du *Devoir*, grâce au soutien des annonceurs qui y figurent. Ces derniers n'ont cependant pas de droit de regard sur les textes. Pour toute information sur le contenu, vous pouvez contacter Catherine Girouard, chargée de projets des publications spéciales, à cgirouard@ledevoir.com. Pour vos projets de cahier ou toute autre information au sujet de la publicité, contacter iDmedia@ledevoir.com.

Pour une alimentation durable et équitable

À l'Université Concordia se tient, du 1^{er} au 4 novembre, la Tableée des idées, le 10^e forum du Réseau pour une alimentation durable (RAD). Jusqu'à demain, 700 participants, provenant de partout au Canada, débattront sur les divers enjeux actuels entourant l'alimentation. Survol du forum et de l'implication de l'Université et de ses étudiants en alimentation durable.

STÉPHANE GAGNÉ

Collaboration spéciale

Dans un pays riche comme le Canada, il existe encore plusieurs problèmes liés à l'alimentation. La malnutrition, la sécurité alimentaire, l'accès inégal à des aliments de qualité n'en sont que quelques exemples. Le 10^e forum du RAD comprend des dizaines d'ateliers qui traitent de ces aspects et de bien d'autres.

Ainsi, le samedi 3 novembre, des ateliers traiteront de l'évolution des banques alimentaires, de ce que serait un programme alimentaire scolaire idéal, de l'agroécologie et de plusieurs autres sujets. Le lendemain, une séance plénière se tiendra pour repenser la transition vers un système alimentaire plus durable.

Ce forum, organisé par le RAD en association avec l'Université Concordia et la Concordia Food Coalition (CFC), a pour objectif de discuter des meilleures politiques alimentaires à adopter. «Il y a eu une consultation fédérale sur les enjeux de l'alimentation, à laquelle 45 000 personnes ont participé, dont le RAD, mentionne Diana Bronson, directrice générale du réseau. On attend maintenant une politique alimentaire fédérale pour bientôt. On nous l'avait promise pour 2018, mais elle n'est pas venue.»

«Nous avons établi [...] des objectifs d'achat d'aliments locaux»

Le RAD a toutefois formulé cinq grandes idées lors de cette consultation, qu'il souhaite voir incluse dans la future politique fédérale.

Parmi celles-ci, il y a le droit à l'alimentation (ex.: accès à l'alimentation égale pour tous), l'encouragement à une alimentation saine et durable (ex.: en taxant les boissons sucrées) et le soutien à la production et à la distribution d'une alimentation durable (ex.: en encourageant l'agriculture biologique).

En même temps que le forum, et au même endroit, le mouvement torontois Meal Exchange tiendra un sommet national sur l'alimentation. Ce mouvement a pour objectif de donner accès à tous à une alimentation saine, nutritive, à prix abordable.

Ça bouge sur le terrain

Ce n'est pas un hasard si ce forum et ce sommet se déroulent à l'Université Concordia cette année. L'Université et ses initiatives étudiantes en alimentation (entreprises par le CFC) sont réputées dans le milieu. Par exemple, la coopérative de solidarité The Hive offre gratuitement tous les mids de la semaine des repas végétaliens sans noix aux étudiants et la Concordia Farmers' Market tient tous les mercredis un marché de produits locaux et biologiques. Ces deux initiatives relèvent du CFC.

L'Université Concordia n'est pas en reste. «Lors du renouvellement de notre contrat avec notre gestionnaire en alimentation, nous avons établi avec lui des objectifs d'achat d'aliments locaux», dit Isabelle Mailhot-Leduc, coordinatrice du système d'alimentation durable et de la qualité au département Hospitalité Concordia de l'Université.

L'Université a aussi adhéré au programme Aliments du Québec, volet institutionnel qui a pour but de trouver des recettes qui contiennent un minimum de 50% d'aliments locaux. Depuis 2016, l'Université est aussi certifiée «campus équitable». Elle vend donc à l'intérieur de ses murs plusieurs produits équitables, comme le thé, le café, le chocolat et les bananes.

Enfin, dans ses deux cafétérias, toute la vaisselle est réutilisable et dans les points de service, elle est compostable. «Nous tentons aussi de réduire au maximum la quantité de nourriture qui est jetée», dit M^{me} Mailhot-Leduc. Un modèle que le RAD souhaiterait sûrement voir reproduit ailleurs.

GREENPEACE x ALIOCHA
PRÉSENTENT LA PROJECTION MURALE

NOUS SOMMES
LA FORÊT

UNE CRÉATION DE HUB STUDIO HUB

NARRATION DE MARC-ANDRÉ GRONDIN ET CHARLOTTE AUBIN

REJOIGNEZ-NOUS LE 3 NOVEMBRE À 20H
AU CENTRE D'HISTOIRE DE MONTRÉAL

100 MILLIONS D'IDÉES | UQAM

Voir clair dans le rôle de l'eau

Percer les secrets des interactions entre l'eau et les écosystèmes pour mieux conserver le territoire ?

Une idée brillante.

B 14 | PETITES ANNONCES

DEMEURES, OCCASIONS D'AFFAIRES ET LIEUX PRIVILÉGIÉS petitesannonces@ledevoir.com 514.985.3322 1 800 363.0305

Charme & PRESTIGE

LE PLUS BEL EMPLACEMENT DE MONTRÉAL!!!
PLATEAU | 3535 AVENUE PAPINEAU | MONTRÉAL |



FACE AU PARC LAFONTAINE, PRÈS MÉTROS ET SERVICES
 Les Dauphins sur-le-Parc figurent parmi le nec plus ultra du patrimoine montréalais. Qualité de vie en plein cœur du Plateau, prestige, vue spectaculaire, piscine, gym, saunas...
 Choix de condos ayant la plus belle vue de Montréal.

LUCIE RICARD COURTIER AGRÉÉ RE/MAX ALLIANCE, AGENCE IMMOBILIÈRE **514 386-9804** VOIR MES PROPRIÉTÉS LUCIE RICARD RE/MAX QUÉBEC

OUTREMONTAIS À 100%
 LOCALISATION — BEAUTÉ — STYLE



2^e étage en voie de conversion en condo. Au centre d'Outremont près Lajoie. Escalier privé, 3 balcons, près métro, magasins alimentation, écoles, garderies, etc. 3 chambres, 1 s/bain, petit hangar, plafonds 9'4", bois franc.

STATIONNEMENT
569 000 \$
CENTRIS 227 679 52


720 av. OUTREMONT

DEPUIS 30 ANS




CHARLOTTE MICHAUD
 cmichaud@sutton.com
514.894.0866
 10h à 22h

groupe sutton-immobilia inc.
 agence immobilière 514.272.1010



POUR ANNONCER DANS CE REGROUPEMENT CONTACTER CHANNEL BOISSÉ AU 514 985-3454 OU cboisse@ledevoir.com

LAC BROME



AU CŒUR DE KNOWLTON, un domaine pour la famille amatrice de l'architecture classique et distinguée. Grand hall d'entrée, immense foyer, pièces spacieuses, 4 ch. ayant chacune leur sdb attenante. Piscine et cabanon, 2 acres, accès au lac Brome. **1 250 000 \$**

LOIS HARDACKER
 Ctr. imm. Agréé, Royal LePage Action, Agence Immobilière

LAC BROME



BELLE CENTENAIRE 1908 magnifiquement rénovée sur les 3 niveaux, décor et finition de qualité. Véranda grillagée et gazebo avec vue sur la piscine chauffée et son cabanon, garage/maisonnette. Terrain 2,17 acres sur la rue St-Paul à Knowlton, non loin du lac. **1 395 000 \$**

450 242-2000
www.loishardacker.com


REALTA
 agence immobilière

ANNE-MARIE MARTINO
 courtière immobilière

T 514 789 2889
realta.ca

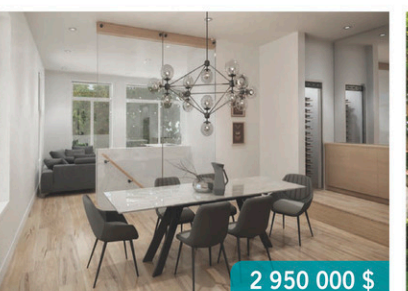
10 ans REALTA
 UNE QUESTION DE VALEURS

ADRESSES DE PRESTIGE



2 950 000 \$


Outremont | 59 Springgrove



1 950 000 \$


Outremont | 1555 Bernard

SUR RENDEZ-VOUS




775 000 \$

Outremont adj. | 5586 Woodbury




429 000 \$

Outremont | 4 Querbes




NOUVEAU PRIX 635 000 \$

Rosemont | 5619 5^{ème} Avenue




NOUVEAU PRIX 599 000 \$

Rosemont | 6594 - 6596 Marquette



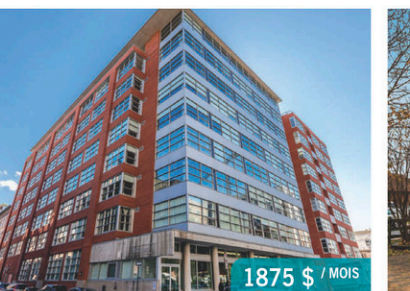
499 000 \$

Côte-Saint-Luc | 6803 Heywood app. 3




489 000 \$

CDN | 5795 Northmount



1875 \$ / MOIS

Ville-Marie | 630 William app. 421



399 000 \$

Chomedey | 3846-3848 ch. du Souvenir

VENDU PAR REALTA



VENDU EN 2 JOURS

Pointe-Saint-Charles | 1678 Grand Trunk



VENDU EN 19 JOURS

Le Plateau | 4058 - 4068 Parthenais



VENDU EN 27 JOURS

Outremont | 87 McCulloch